

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 624

25 mars 2006

SOMMAIRE

AMS Investissements S.A., Luxembourg	29951	Ingram Micro Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg	29949
Arcadia Gestion S.A., Luxembourg	29906	Omnium Ventures S.A., Luxembourg	29947
Armatex Holding S.A., Luxembourg	29947	Otto Bock Luxembourg S.A., Munsbach	29951
AUB French Logistics No 2 Company, S.à r.l., Luxembourg	29945	P&S CEE Growth Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg	29924
Aula S.A., Luxembourg	29948	Pangea I Managers, S.à r.l., Luxembourg	29951
Bacon S.A., Luxembourg	29944	Regard S.A., Luxembourg	29905
Bakkabraedur, S.à r.l., Luxembourg	29945	ROV Diving International S.A., Luxembourg	29947
CEE Growth Luxembourg Sicar SCA, Luxembourg	29908	SecureWave S.A., Luxembourg	29952
Cominex S.A., Sanem	29946	SecureWave S.A., Luxembourg	29952
Fedi Européenne d'Investissement Holding S.A., Luxembourg	29951	Siena Investments S.A., Luxembourg	29944
Fiesta S.A., Luxembourg	29950	Sireo Immobilienfonds No.5 Sicav, Luxembourg	29930
GER1 S.A., Luxembourg	29950	SWT Lux S.A., Luxembourg	29947
Gemplus International S.A., Luxembourg	29952	Torp S.A., Luxembourg	29947
Ger Top S.A., Luxembourg	29950	Unity Media Management S.A., Luxembourg	29948
ING (L) Liquid, Sicav, Luxembourg	29946	Vinnolit Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg	29949
ING (L) Liquid, Sicav, Luxembourg	29946	Vinnolit Two Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg	29949
		Vratislavia Holdings S.A., Luxembourg	29951

REGARD S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.
R. C. Luxembourg B 43.080.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal du Conseil d'Administration tenu en date du 25 octobre 2005, que:
Le Conseil d'Administration accepte la démission de Monsieur Isaac Truzman, Administrateur.
Est nommé en remplacement de Monsieur Isaac Truzman, jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2008:
- Monsieur Diego Lissi, Administrateur de sociétés, domicilié professionnellement au 41, avenue Hector-Otto, MC 98000 Monaco.

Luxembourg, le 23 décembre 2005.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2005, réf. LSO-BL07716. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(113157.3/802/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2005.

ARCADIA GESTION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 114.043.

—
STATUTS

L'an deux mille six, le neuf janvier.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

Ont comparu:

1.- Monsieur Benoît Moreau, comptable, né à Huy, (Belgique), le 29 mai 1969, demeurant à L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

2.- Madame Carole Andre, employée, née à Séoul, (Corée du Sud), le 16 février 1974, demeurant à L-8460 Eischen, 11B, rue de Clairefontaine.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente une société anonyme sous la dénomination de ARCADIA GESTION S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet les activités de comptabilité, de conseil en matière comptable et d'organisation des services comptables pour des tiers, d'établissement de déclarations fiscales pour les particuliers et les entreprises.

La société a en outre pour objet les activités de gestion administrative et de secrétariat bancaire, la recherche et l'application de toutes les solutions aux problèmes administratifs, comptables et de gestion des entreprises en général.

De plus, la société pourra exercer toute autre activité commerciale à moins que celle-ci ne soit pas spécialement réglementée.

La société a également pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

Art. 6. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi de 1915.

Art. 7. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 8. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi de 1915 le conseil d'administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopieur ou courrier électronique, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télécopieur ou courrier électronique.

Les réunions du conseil d'administration pourront se tenir également par conférence téléphonique ou par vidéo-conférence.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

Il peut leur confier tout ou partie de l'administration courante de la société, de la direction technique ou commerciale de celle-ci.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La première personne à qui sera déléguée la gestion journalière peut être nommée par la première assemblée générale des actionnaires.

La société se trouve engagée par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, ayant toute capacité pour exercer les activités décrites dans l'objet social ci-avant, conformément aux critères retenus par le Ministère luxembourgeois des Classes Moyennes, ou par la signature conjointe de l'administrateur-délégué et d'un autre administrateur de la société.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 10. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le 15 mars à 10.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que, pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la loi.

Art. 13. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 14. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2006.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2007.

Souscription et libération

Les comparants précités ont souscrit aux actions créées de la manière suivante:

1.- Monsieur Benoît Moreau, comptable, demeurant à L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri, deux cent soixante-dix-neuf actions	279
2.- Madame Carole Andre, employée, demeurant à L-8460 Eischen, 11B, rue de Clairefontaine, trente et une actions.	31
Total: trois cent dix actions	310

Les deux cent soixante-dix-neuf (279) actions souscrites par Monsieur Benoît Moreau, préqualifié, ont été libérées à raison de quarante-cinq pour cent (45%) moyennant apport de mobilier et de matériel, plus amplement décrit dans le rapport du réviseur d'entreprises mentionné ci-après.

Rapport du réviseur d'entreprises

Cet apport fait l'objet d'un rapport établi par le réviseur d'entreprises indépendant, Monsieur Stéphane Weyders, de la société à responsabilité limitée AACO (ACCOUNTING, AUDITING, CONSULTING & OUTSOURCING), S.à r.l., avec siège social à L-2430 Luxembourg, 28, rue Michel Rodange, conformément aux stipulations de l'article 26-1 de la loi sur les sociétés commerciales et qui conclut de la manière suivante:

«Conclusion

Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur de l'apport qui correspond au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie. Luxembourg, le 28 décembre 2005.»

Ledit rapport, signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

- Les trente et une (31) actions souscrites par Madame Carole Andre, préqualifiée, ont été libérées à raison de quarante-cinq pour cent (45%) par un versement en numéraire, de sorte que la somme de mille trois cent quatre-vingt-quinze euros (1.395,- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément;

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de mille trois cent cinquante euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois, et celui des commissaires aux comptes à un.
- 2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - a) Monsieur Benoît Moreau, comptable, né à Huy, (Belgique), le 29 mai 1969, demeurant à L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri;
 - b) Madame Carole Andre, employée, née à Séoul, (Corée du Sud), le 16 février 1974, demeurant à L-8460 Eischen, 11b, rue de Clairefontaine;
 - c) Monsieur Philippe Six, employé, né à Namur, (Belgique), le 29 juin 1966, demeurant à L-4038 Esch-sur-Alzette, 10, rue Boltgen.
- 3.- Les mandats des administrateurs prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2011.
- 4.- Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:
 - La société anonyme ELITIUS & ASSOCIES S.A., ayant son siège social à L-2163 Luxembourg, 32, avenue Monterey, (R.C.S. Luxembourg section B numéro 79.183).
- 5.- Le mandat du commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2008.
- 6.- Le siège social est établi à L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.
- 7.- Faisant usage de la faculté offerte par l'article huit (8) des statuts, l'assemblée nomme en qualité de premier administrateur-délégué de la société Monsieur Benoît Moreau, préqualifié, lequel pourra engager la société sous sa seule signature.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous, notaire le présent acte.

Signé: B. Moreau, C. Andre, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 19 janvier 2006, vol. 535, fol. 43, case 10. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 7 février 2006.

J. Seckler.

(015571/231/163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2006.

CEE GROWTH LUXEMBOURG SICAR SCA, Société d'Investissement en Capital à Risque.

Registered office: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R. C. Luxembourg B 114.579.

STATUTES

In the year two thousand six, on the fifteenth day of February.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Mersch, (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

1) P&S CEE Growth Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg, a company incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Luxembourg, represented by Mr Francis Kass, lawyer, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy given in Luxembourg, on February 15, 2006.

2) P&S CONSULTING SLOVENIA, a company incorporated under the laws of Slovenia, with registered office at Slovenska cesta 56, 1000 Ljubljana, Slovenia, represented by Mr Francis Kass, lawyer, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy given in Ljubljana on January 9, 2006.

The proxies given, signed ne varietur by all the appearing persons and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the Articles of Incorporation of a «société en commandite par actions» which they form between themselves:

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a company in the form of a partnership limited by shares (*société en commandite par actions*), qualifying as an investment company in risk capital (*société d'investissement en capital à risque*) pursuant to the Luxembourg law of 15 June 2004 on investment companies in risk capital (the «Law of 2004»), under the name of CEE GROWTH LUXEMBOURG SICAR SCA (the «Company»).

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the Manager designated in Article 13 hereof.

In the event that the Manager determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company has been established for a limited period of time, which will end after a term of three years from the first closing (which date might be extended, by decision of the general meeting of Shareholders of the Company, for two additional one-year periods) unless all investments have been realized and distributed prior such date.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest its assets in securities representing risk capital with the purpose of affording its shareholders the results of the management of its assets.

The investment objectives and policies shall be determined by the Manager pursuant to Article 17 hereof and shall be disclosed in the sales documents for the Ordinary Shares to be issued by the Manager from time to time.

The Company may, subject to the restrictions set forth hereabove, take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the maximum extent permitted under the Law of 2004.

Art. 5. Liabilities. The general partner, which is also acting as Manager of the Company (as defined in Article 13) and which is holding the sole Management Share issued by the Company (as defined in Article 6), is jointly and severally liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company.

The limited partners, which are the holders of Ordinary Shares (as defined in Article 6), shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions to the Company.

Art. 6. Share Capital. The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof. The minimum capital of the Company shall be, as provided by law, one million Euro (EUR 1,000,000). The initial capital is thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) divided into thirty (30) fully paid up ordinary shares of no par value (the «Ordinary Shares») and one (1) fully paid up management share of no par value to be issued to the Manager (the «Management Share»), the Ordinary Shares and the Management Share being referred to collectively hereafter as the «Shares». The minimum capital of the Company must be achieved within twelve months after the date on which the Company has been authorized as a SICAR under Luxembourg law.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to the Company shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR.

Art. 7. Form and transfer of Shares

(1) The Company shall issue Shares in registered form.

All issued Shares of the Company shall be registered in the register of shareholders (hereafter referred to as the «Register») which shall be kept by the Company or by an entity designated thereto by the Company, and such Register shall contain the name of each owner of Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of Shares held by him.

The inscription of the shareholder's name in the Register evidences his right of ownership on such Shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

Any Share certificates shall be signed by the Manager. Such signature shall be either manual, or printed, or in facsimile. The Company may issue temporary Share certificates in such form as the Manager may determine.

(2) The Management Share held by the Manager is not transferable. Ordinary Shares may be transferred, subject to the provisions of Article 10 hereof and subject to such further conditions as may be determined by the Manager from time to time.

Transfer of Ordinary Shares shall be effected (i) if Ordinary Share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such Ordinary Shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no Ordinary Share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the Register, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of Ordinary Shares shall be entered into the Register; such inscription shall be signed by the Manager or by one or more other persons duly authorized thereto by the Manager.

(3) Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Register.

Subject to Article 10 hereof, a shareholder may, at any time, change his address as entered into the Register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the Register and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the Register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(4) If any shareholder can prove to the satisfaction of the Manager that his Shares certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate Share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Manager may determine. At the issuance of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated Share certificates may be cancelled by the Manager and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new Share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original Share certificate.

(5) The Company recognizes only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

(6) The Manager may decide to issue fractional Shares. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets of the Company on a pro rata basis.

Art. 8. Issue of Ordinary Shares. The Manager is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully paid up Ordinary Shares at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the Ordinary Shares to be issued.

The Manager may impose restrictions on the frequency at which Ordinary Shares shall be issued; the Manager may, in particular, decide that Ordinary Shares shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Prospectus.

Whenever the Company offers Ordinary Shares for subscription, the price per Share at which such Shares are offered shall be the higher of (i) the Net Asset Value per Share as determined in compliance with Article 11 hereof as of such Valuation Day (defined in Article 12 hereof) as is determined in accordance with such policy as the Manager may from time to time determine or (ii) the initial closing price of the Ordinary Shares plus interest, as provided for in the Prospectus. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales and other commissions, as approved from time to time by the Manager. The price so determined shall be payable not later than ten business days from the relevant Valuation Day.

The Manager may delegate, under its responsibility, to any officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new Ordinary Shares to be issued and to deliver them.

If subscribed Ordinary Shares are not paid for, the Manager may cancel their issue whilst retaining the right to claim its issue fees and commissions.

In addition, any holders of Ordinary Shares that defaults (a «Defaulting Shareholder») with respect to any payment for the benefit of the Company shall be subject to certain consequences, which may include any of the following: (i) the Defaulting Shareholder will become liable to the Company for interest on such unfunded portion at a rate of 7% per annum, calculated on a period lasting from the end of the due date of the relevant payment and ending until the payment of such amounts plus accrued interest; (ii) the Defaulting Shareholder may be entitled to 75% of the Net Asset Value of his Ordinary Shares; (iii) the Defaulting Shareholder will forego any future income or gains realized after the default and such income and gains will be distributed on a pro rata basis to the other shareholders and (iv) the Defaulting Shareholder will lose right to vote at the general meetings of shareholders.

The Manager may agree to issue Ordinary Shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the auditor of the Company («réviseur d'entreprises agréé»), and provided that such securities comply with the investment objectives and policies of the Company.

Art. 9. Redemption of Ordinary Shares. The Company is a closed-ended investment company in risk capital. Consequently, Shares in the Company shall not be redeemable at the request of a shareholder.

The Company may however redeem Ordinary Shares whenever the Manager considers this to be in the best interest of the Company, subject to the terms and conditions it shall determine and within the limitations set forth by law and these Articles. In particular, Ordinary Shares may, at the option of the Manager, be redeemed on a pro rata basis as between existing shareholders of the Company, in order to distribute to the shareholders upon the disposal of an investment asset by the Company the net proceeds of such investment, notwithstanding any other distribution pursuant to Article 23 hereof.

The Company may offer to redeem up to a total specified maximum number of Ordinary Shares to the extent that shareholders voluntarily tender Shares for redemption. In any such case the Ordinary Shares tendered for redemption by shareholders will be redeemed by the Company to the maximum extent possible without exceeding the number of

Ordinary Shares the Company has offered to redeem and any reductions in Ordinary Shares redeemed below the total number of Shares tendered will be pro rata to the number of Ordinary Shares tendered by shareholders.

The redemption price shall be the Net Asset Value per Share determined in accordance with the provisions of Article 11 as at the Valuation Day specified by the Manager in its discretion, less an amount equal to any duties and charges which will be incurred upon the disposal of the Company's investments as at the date of redemption in order to fund such a redemption.

The redemption price per Ordinary Share shall be paid within a period as determined by the Manager which shall not exceed thirty business days (i.e. days on which banks are open for business in Luxembourg and are not required or authorised to close) from the relevant Valuation Day, provided that the Ordinary Share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company.

The Company is empowered to make compulsory redemptions of Shares held by U.S. Persons or held by non well-informed investors under the meaning of article 2 of the law of 15 June 2004 on the SICAR, at the Net Asset Value per Share less costs incurred by the Company.

Art. 10. Restrictions on Ownership of Ordinary Shares. The sale of the Shares of the Company is reserved to certain well-informed investors and the Company will refuse to issue Shares to physical persons and to companies that cannot be qualified as well-informed investors within the meaning of the article 2 of the Law of 15 June 2004.

In addition, the Company may restrict or prevent the ownership of Ordinary Shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (including but without limitation tax laws).

Specifically but without limitation, the Company may restrict the ownership of Ordinary Shares in the Company by any U.S. Person, as defined in this Article, and by non-well informed investors, and for such purposes the Company may:

A.- decline to issue any Ordinary Shares and decline to register any transfer of Ordinary Shares, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such Ordinary Shares by a U.S. Person or by a non- well informed investor; and

B.- at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Ordinary Shares on the Register to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not legal or beneficial ownership of such shareholder's Ordinary Shares is for a U.S. Person or a non- well informed investor, or whether such registration would or might result in legal or beneficial ownership of such Ordinary Shares by a U.S. Person or by a non- well informed investor; and

C.- decline to accept the vote of any U.S. Person or of any non- well informed investor at any general meeting of shareholders of the Company; and

D.- where it appears to the Company that any U.S. Person or any non- well informed investor either alone or in conjunction with any other person is a legal or beneficial owner of Ordinary Shares, direct such shareholder to sell his Ordinary Shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all Ordinary Shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the «purchase notice») upon the shareholder appearing in the Register as the owner of the Ordinary Shares to be purchased, specifying the Ordinary Shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last registered office known to or appearing in the Register of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the Share certificate or certificates representing the Ordinary Shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the Ordinary Shares specified in such notice and its denomination shall be removed from the Register.

(2) The price at which each such Ordinary Share is to be purchased (the «purchase price») shall be an amount based on the Net Asset Value per Share less any service charge as determined by the Manager.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such Ordinary Shares normally in the currency fixed by the Manager for the payment of the redemption price of the Ordinary Shares and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the Share certificate or certificates specified in such notice. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such Ordinary Shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the Share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Company. The Manager shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Ordinary Shares by any person or that the true ownership of any Ordinary Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Whenever used in these Articles of Incorporation, the term «U.S. Person» means any resident of, or a company or partnership organized under the laws of or existing in any state, commonwealth, territory or possession of the United States of America, or an estate or trust other than an estate or trust the income of which comes from sources outside

the United States of America and is not includible in gross income for purposes of computing United States income tax payable by it, or any firm, company or other entity, regardless of its citizenship, domicile, situs or residence if under the income tax laws of the United States of America as from time to time in effect, the ownership thereof would be attributed to one or more U.S. Persons or any such other person or persons defined as a «U.S. Person» under Regulation S promulgated under the United States Securities Act of 1933 or in the United States Internal Revenue Code of 1986, as amended from time to time.

«U.S. Person» as used herein does neither include any subscriber to Ordinary Shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such Shares nor any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of Ordinary Shares by the Company.

Art. 11. Calculation of Net Asset Value per Share. The net asset value (the «Net Asset Value») per Share shall be expressed as a per Share figure in EUR, and shall be determined as of any Valuation Day (as defined in Article 12 hereof) by dividing the net assets of the Company, being the value of its assets less its liabilities on any such Valuation Day, by the total number of Shares then outstanding, in accordance with the Valuation Rules set forth below. The Net Asset Value per Share may be rounded up or down to the nearest cent as the Manager shall determine. If since the time of determination of the Net Asset Value there has been a material change in the valuations of the investments of the Company, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and of the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

The calculation of the Net Asset Value shall be made by the Manager in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, private equity interests, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- 6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing Shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- 7) the liquidating value of all futures and forward contracts and all call or put options the Company has an open position in;
- 8) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

- The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.
- The value of securities which are listed or dealt in on any stock exchange is based on the last available price on the stock exchange which is normally the principal market for such assets.
- The value of securities dealt in on any other organized market is based on the last available price;
- The value of private equity investments is based on best practise which may include to follow the portfolio valuation principles and guidelines of the European Venture Capital Association (EVCA) and is conducted with prudence and in good faith. In particular, equity investments in companies purchased during the 12 months period prior to the Valuation Day will be valued at cost unless the Manager considers that there has been a material deterioration in the financial position of a company in which the Company has invested, provided however that where a significant and similar transaction has taken place and has established an arm's length price, this transaction may form the basis of valuation. In addition, the following data among others are used for the value of private equity investments: proceeds of the partial sale of an investment, business information and general developments of portfolio companies and comparable quoted companies.
- Promissory notes, open positions in derivatives and money market instruments are valued at their respective market values as estimated by the Manager in good faith and in line with generally recognized valuation principles which are also verifiable by the auditor of the Company.
- If the price as determined aforesaid is not representative of the fair market value, the relevant securities and instruments are valued at their foreseeable sales price as determined in good faith pursuant to procedures established by the Manager.

The Manager, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

II. The liabilities of the Company shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, advisory and management fees, including incentive fees, custodian fees, and corporate agents' fees);

4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;

5) an appropriate provision for future taxes which are definite as to their nature and are certain or probable to occur and can be measured with reasonable accuracy, as determined from time to time by the Manager, and other reserves (if any) authorized and approved by the Manager, as well as such amount (if any) as the Manager may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise, without limitation, formation expenses, fees payable to its advisor, investment manager, including performance fees and incentive fees, fees and expenses payable to its auditors and accountants, administrator, custodian and its correspondents, domiciliary and corporate agent, registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration of the Manager and the expenses the Manager incurred during the performance of its duties and its reasonable out-of-pocket expenses and insurance coverage, fees and expenses for legal, fiscal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, and the costs of any reports to shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

III. For the purpose of this article:

1) Ordinary Shares of the Company to be redeemed under Article 9 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Manager on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) Ordinary Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Manager on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the Company shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at such time as determined by the Manager from time to time; if such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Manager;

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the Manager or by any entity which the Manager may appoint, under its responsibility, for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share. The Net Asset Value per Share shall be determined from time to time by or under the supervision of the Manager, at least twice a year at a frequency determined by the Manager, such date or time as of which the determination will be made being referred to herein as the «Valuation Day».

The Company may suspend the calculation of the Net Asset Value upon the occurrence of one or more of the following circumstances:

a) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Manager as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company would be impracticable;

b) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Company or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets of the Company;

c) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot, in the opinion of the Manager, be effected at normal rates of exchange;

d) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company cannot promptly or accurately be ascertained;

e) upon the publication of a notice convening a General Meeting for the purpose of resolving the winding-up of the Company.

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Company in such manner as shall be determined by the Manager.

Art. 13. Manager. The Company shall be managed by P&S CEE GROWTH LUXEMBOURG, S.à r.l. Luxembourg, a limited liability company organized and existing under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, in its capacity as a sole general partner (associé - commandité) of the Company (herein referred to as the «Manager»).

In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the Manager from acting as Manager of the Company, the Company shall be dissolved and liquidated in accordance with Article 25 hereof.

Art. 14. Powers of the Manager. The Manager is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition within the purpose of the Company, in compliance with the investment objectives, policies and restrictions as determined in Article 17 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders are within the powers of the Manager.

Art. 15. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the signature of the Manager represented by duly appointed representatives, or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the Manager.

Art. 16. Delegation of Power. The Manager may delegate, under its control and responsibility, its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, who shall have the powers determined by the Manager and who may, if the Manager so authorises, sub-delegate their powers.

The Manager may also confer other special powers of attorney by notarial or private proxy.

The Manager may further appoint any other management or administrative agents and enter into agreements with such agents for the provision of their services, the delegation of power to them and the determination of their remuneration to be borne by the Company.

Art. 17. Investment Objectives, Policies and Restrictions. The Manager shall determine the investment objectives, policies and restrictions to be applied by the Company and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, as set forth in the sales documents for the Ordinary Shares in compliance with applicable laws and regulations.

Art. 18. Auditor. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an auditor («réviseur d'entreprises agréé») appointed by the General Meeting of shareholders and remunerated by the Company. The auditor shall fulfil all duties prescribed by the Law of 2004.

Art. 19. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the Manager or any one or more of the officers of the Manager is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any officer of the Manager who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any officer of the Manager may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such officer shall make known to the Manager such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term «opposite interest», as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving the Custodian, as well as any other person, company or entity as may from time to time be determined by the Manager on its discretion.

Art. 20. Indemnification. The Company may indemnify the Manager and any officer of the Manager, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been an officer of the Manager or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall neither exclude other rights to which he may be entitled nor prevent the Company from entering into indemnification agreements with such other parties as the Manager may determine. The Company shall advance litigation-related expenses to an officer of the Manager if the Company's legal counsel determines that indemnification by the Company is likely and if the officer agrees to repay any advance if he is determined not to be entitled to indemnification.

Art. 21. General Meeting of Shareholders. The general meeting of shareholders shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company, provided that, unless otherwise provided herein, no resolution shall be validly passed unless approved by the Manager.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the Manager.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law in Luxembourg City at a place specified in the notice of meeting, on the third Tuesday in the month of May at 10.00 a.m.

If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day in Luxembourg.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

General meetings of shareholders shall be convened pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's registered office in the Register. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the Manager.

As all Shares are in registered form, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The Manager may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

All general meetings shall be presided over by the Manager.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

The Manager may fix in advance a date, not exceeding fifty days, preceding the date of any meeting of shareholders as a record date for the determination of the shareholders entitled to notice of, and to vote at, any such meeting and in such case such shareholders and only such shareholders as shall be shareholders of record on the date so fixed shall be entitled to such notice of, and to vote at, such meeting, notwithstanding any transfer of any Shares on the register of shareholders after any such record date fixed as aforesaid.

Each Share is entitled to one vote at all general meetings of shareholders, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a written proxy to another person, who need not be a shareholder.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed, subject to the approval by the Manager, by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 22. Accounting year. The accounting year of the Company shall commence on the first of January and shall terminate on the thirty-first of December of the same year.

Art. 23. Appropriation of annual net profits. The general meeting of shareholders shall, upon proposal from the Manager and within the limits provided by law, determine how the balance of the net profits shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the Manager to declare, distributions.

The Manager may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Payments of distributions shall be made to the registered shareholders at their registered office in the Register.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Manager shall determine for time to time.

In any event, no distribution may be made if, as a result, the Net Asset Value of the Company would fall below EUR 1 million.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the Company.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Art. 24. Custodian. To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or savings institution as defined by the Law of April 5, 1993 relating to the financial sector (herein referred to as the «Custodian»).

The Custodian shall fulfill the duties and responsibilities as provided for by the Law of 2004.

Either the Custodian or the Company may terminate the custody agreement the last day of the calendar month upon three months prior written notice by registered mail.

The Company shall, in the event of such termination, see to the replacement of the Custodian at the date on which the custody agreement will be terminated. Pending such replacement which shall by the latest take place within a two months' period, the Custodian shall take all necessary steps for the good preservation of the interests of the shareholders.

Art. 25. Dissolution and Liquidation. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 26 hereof.

Liquidation shall be carried out by the Manager, unless the general meeting of shareholders appoints one or more other liquidators who need not be shareholders; the general meeting shall in each case determine the powers and compensation of any liquidator(s). The net liquidation proceeds shall be distributed by the liquidator(s) to the shareholders in proportion to the Net Asset Value per Share.

Art. 26. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended from time to time, subject to the approval of the Manager, by a general meeting of shareholders under the quorum and majority requirements provided for by the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, unless otherwise provided herein.

Art. 27. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of 10 August 1915 on commercial companies and the Law of 2004 as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory Dispositions

1) The first accounting year will begin on the date of the formation of the Company and will end on 31 December 2006.

2) The first annual general meeting will be held in 2007.

Subscription and Payment

The share capital of the Company is subscribed as follows:

- 1) P&S CEE GROWTH LUXEMBOURG, S.à r.l., Luxembourg, prequalified, subscribes for 1 (one) Management Share, resulting in a payment of a thousand Euro (EUR 1,000.-)
- 2) P&S CONSULTING SLOVENIA, prequalified, subscribes for thirty (30) Ordinary Shares, resulting in a payment of thirty thousand Euro (EUR 30,000.-)

Evidence of the above payments, totalling thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) was given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses which shall be borne by the Company as a result of its creation are estimated at approximately six thousand five hundred Euro.

General Meeting of Shareholders

The above named persons representing the entire subscribed capital and considering themselves as validly convened, have immediately proceeded to hold a general meeting of shareholders which resolved as follows:

I. The following is elected as Auditor: ERNST & YOUNG LUXEMBOURG S.A., with registered office at Parc d'activités Syrdall, B.P. 780, L-2017 Luxembourg, for a term to expire at the close of the annual General Meeting which shall deliberate on the annual accounts as at 31 December 2006.

II. The address of the Company is set at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above named persons, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing persons, in case of divergence between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date at the beginning of this deed.

This deed having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their first and surnames, civil status and residences, said persons appearing signed together with us, the notary, this original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille six, le quinze février.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch (Luxembourg).

Ont comparu:

1) P&S CEE GROWTH LUXEMBOURG, S.à r.l., société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg,

ici représentée par Monsieur Francis Kass, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 15 février 2006.

2) P&S CONSULTING SLOVENIA, société de droit slovène, ayant son siège social au Slovenska cesta 56, 1000 Ljubljana, Slovenia,

ici représentée par Monsieur Francis Kass, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Ljubljana le 9 janvier 2006.

Les procurations signées ne varient par les comparants et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société en commandite par actions qu'ils déclarent constituer et dont ils ont arrêté les statuts (ci-après les «Statuts») comme suit:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est créé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires par la suite des actions ci-après créées, une société en commandite par actions sous la forme d'une société d'investissement en capital à risque («SICAR») conformément à la loi du 15 juin 2004 concernant les sociétés d'investissement en capital à risque (la «Loi de 2004») sous la dénomination de CEE GROWTH LUXEMBOURG SICAR SCA (ci-après la «Société»).

Art. 2. Siège social. Le siège social de la Société est établi au Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. La Société peut établir, par décision du Gérant désigné à l'article 13 des présents Statuts, des succursales, des filiales ou d'autres bureaux, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le Gérant estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire, de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront cependant aucun impact sur la nationalité de la Société laquelle restera luxembourgeoise, nonobstant ce transfert provisoire.

Art. 3. Durée. La Société a été établie pour une durée limitée, qui prendra fin après une période de trois ans à compter de la première clôture (laquelle date pourra être prolongée, par décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, pour deux périodes d'un an additionnelles) à moins que tous les investissements aient été réalisés et distribués avant cette date.

Art. 4. Objet. L'objet exclusif de la Société est d'investir ses avoirs dans des titres représentant du capital à risque avec l'objectif de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses avoirs.

La politique et les restrictions d'investissement seront déterminés par le Gérant conformément à l'article 17 des présents Statuts et seront exposés dans les documents de vente des Actions Ordinaires qui seront émis périodiquement par le Gérant.

La Société peut, sous réserve des restrictions énoncées ci-dessus, prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utile à l'accomplissement et au développement de son objet, au sens le plus large autorisé par la Loi de 2004.

Art. 5. Responsabilité. L'associé commandité, qui agit également en tant que Gérant (tel que défini à l'article 13 des présents Statuts) et qui détient la seule Action de Commandité émise par la Société (telle que définie à l'article 6 des présents Statuts) est conjointement et solidairement responsable de toutes les dettes qui ne peuvent être payées par les actifs de la Société.

Les associés commanditaires, qui sont les porteurs d'Actions Ordinaires (telles que définies à l'article 6) s'abstiendront d'agir pour le compte de la Société de quelque manière ou en quelque qualité que ce soit autrement qu'en exerçant leurs droits d'actionnaire lors des assemblées générales, et ne sont tenus que dans la limite de leurs apports à la Société.

Art. 6. Capital Social. Le capital de la Société sera représenté par des actions entièrement libérées, sans mention de valeur, et sera à tout moment égal à la somme des actifs nets de la Société conformément à l'article 11 des présents Statuts. Le capital minimum de la Société sera celui prévu par la loi, soit d'un million d'euros (EUR 1.000.000). Le capital initial est de trente et un mille Euro (EUR 31.000) représenté par trente (30) actions ordinaires entièrement libérées, sans mention de valeur (ci-après les «Actions Ordinaires») et par une (1) action de commandité entièrement libérée, sans mention de valeur, qui sera détenue par le Gérant (ci-après l'«Action de Commandité»), les Actions Ordinaires et l'Action de Commandité seront collectivement désignées ci-après comme les «Actions». Le capital minimum de la Société doit être atteint endéans une période de douze mois à partir de la date à laquelle la Société a été autorisée en tant que SICAR selon la législation luxembourgeoise.

Pour déterminer le capital de la Société, les avoirs nets de la Société seront, s'ils ne sont pas exprimés en EUR, convertis en EUR.

Art. 7. Forme et transfert d'Actions

(1) La Société émettra des Actions sous forme nominative.

Toutes les Actions de la Société seront enregistrées dans le registre des actionnaires (ci-après le «Registre»), qui sera tenu par la Société ou par une entité désignée à cet effet par la Société et qui contiendra le nom de chaque propriétaire d'Actions, sa résidence ou son domicile élu, tels qu'il ont été communiqués à la Société, ainsi que le nombre d'Actions qu'il détient.

Le droit de propriété de l'actionnaire sur les Actions s'établit par l'inscription de son nom dans le Registre. La Société décidera si un certificat constatant cette inscription sera délivré à l'actionnaire ou si celui-ci recevra une confirmation écrite de sa qualité d'actionnaire.

Tous les certificats d'Actions seront signés par le Gérant. Une telle signature sera soit manuelle, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe. La Société pourra émettre des certificats d'Actions provisoires dans les formes qui seront déterminées par le Gérant.

(2) L'Action de Commandité appartenant au Gérant n'est pas transférable. Les Actions Ordinaires peuvent être transférées, selon les conditions de l'article 10 des présents Statuts et selon les conditions qui pourront être déterminées périodiquement par le Gérant.

Le transfert d'Actions Ordinaires se fera (i) si des certificats d'Actions Ordinaires ont été émis, par la remise à la Société du ou des certificats représentant lesdites Actions Ordinaires et de tout autre document de transfert exigé par la Société, ou bien (ii) s'il n'a pas été émis de certificats d'Actions Ordinaires, par une déclaration de transfert écrite, portée au Registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par les mandataires valablement constitués à cet effet. Tout transfert d'Actions Ordinaires sera inscrit au Registre, pareille inscription devant être signée par le Gérant ou par une ou plusieurs autres personnes désignées à cet effet par le Gérant.

(3) Les actionnaires devront fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et informations pourront être envoyées. Cette adresse sera également portée au Registre.

Selon les conditions de l'article 10 des présents Statuts, un actionnaire peut à tout moment changer son adresse enregistrée dans le Registre par le biais d'une communication écrite à la Société à son siège social, ou à telle autre adresse qui pourra être fixée périodiquement par la Société.

Au cas où un actionnaire ne fournit pas d'adresse, la Société peut permettre que mention en sera faite au Registre, et l'adresse de l'actionnaire sera censée être au siège social de la Société ou à telle autre adresse fixée par celle-ci, jusqu'à ce qu'une autre adresse soit communiquée à la Société par l'actionnaire. Celui-ci pourra à tout moment faire changer l'adresse portée au Registre par une déclaration écrite, envoyée à la Société à son siège social ou à telle autre adresse qui pourra être fixée périodiquement par la Société.

(4) Lorsqu'un actionnaire peut justifier au Gérant que son certificat d'Actions a été égaré, abîmé, endommagé ou détruit, un duplicata peut être émis à sa demande, aux conditions et garanties que le Gérant déterminera, notamment sous forme d'une assurance, sans préjudice de toute autre forme de garantie. Dès l'émission du nouveau certificat d'Action, sur lequel il sera mentionné qu'il s'agit d'un duplicata, le certificat d'Action original n'aura plus de valeur.

Les certificats d'Action abîmés pourront être annulés par le Gérant et remplacés par des certificats nouveaux.

La Société peut à son gré débiter l'actionnaire du coût du duplicata ou du nouveau certificat d'Action, ainsi que de toutes les dépenses raisonnables encourues par la Société en relation avec l'émission du certificat de remplacement et son inscription au Registre ou avec l'annulation du certificat d'Action original.

(5) La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par Action. Si la propriété d'une ou plusieurs Action(s) est indivise ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur la ou les Action(s) devront désigner un mandataire unique pour représenter la ou les Action(s) à l'égard de la Société. L'omission d'une telle désignation impliquera la suspension de l'exercice de tous les droits attachés à la ou aux Action(s).

(6) La Société peut décider d'émettre des fractions d'Action. Une fraction d'Action ne confère pas le droit de vote mais donnera droit à une fraction correspondante des actifs nets de la Société.

Art. 8. Emission d'Actions Ordinaires. Le Gérant est autorisé, sans limitation, à émettre à tout moment un nombre illimité d'Actions Ordinaires entièrement libérées sans réserver aux actionnaires existants un droit préférentiel de souscription pour les Actions Ordinaires à émettre.

Le Gérant peut restreindre la fréquence à laquelle les Actions Ordinaires seront émises; le Gérant peut, notamment, décider que les Actions Ordinaires seront uniquement émises pendant une ou plusieurs périodes de souscription ou à toute autre périodicité telle que prévue dans le Prospectus.

Lorsque la Société offre des Actions Ordinaires en souscription, le prix par Action offerte sera égal au montant le plus élevé entre (i) la Valeur Nette d'Inventaire par Action, déterminée conformément à l'article 11 des présents Statuts au Jour d'Evaluation (défini à l'article 12 des présents Statuts) en conformité avec les règles déterminées périodiquement par le Gérant ou (ii) le prix de souscription initial des Actions Ordinaires, augmenté des intérêts, tel qu'indiqué dans le Prospectus. Ce prix peut être majoré par un pourcentage estimé des coûts et dépenses encourus par la Société lorsqu'elle investit les produits des émissions ainsi que par les commissions de vente applicables, tel qu'approuvées périodiquement par le Gérant. Le prix ainsi déterminé sera payable endéans les dix jours ouvrables suivants le Jour d'Evaluation en question.

Le Gérant peut déléguer, sous sa propre responsabilité, à tout fondé de pouvoir ou à tout autre mandataire dûment autorisé à cette fin, la charge d'accepter les souscriptions, de recevoir le paiement du prix des Actions Ordinaires nouvelles à émettre et de les délivrer.

Si les Actions Ordinaires souscrites ne sont pas payées, le Gérant peut annuler leur émission tout en se réservant le droit de réclamer les frais et commissions de souscription.

De plus, tout détenteur d'Actions Ordinaires qui reste en défaut de régler les sommes dues au bénéfice de la Société (un «Actionnaire Défaillant») s'exposera à certaines conséquences, qui pourront être les suivantes: (i) l'Actionnaire Défaillant sera tenu de payer à la Société des intérêts sur la portion non payée à un taux de 7% par an, calculés sur une période débutant à la fin de la date d'échéance dudit paiement et s'achevant au moment du paiement des montants dus, augmentés des intérêts échus; (ii) l'Actionnaire Défaillant ne pourra plus prétendre qu'à 75% de la Valeur Nette d'Inventaire de ses Actions Ordinaires; (iii) l'Actionnaire Défaillant ne touchera plus aucun revenu ou plus-value futurs réalisés après le défaut de paiement et ces revenus ou plus-values seront distribués proportionnellement aux autres actionnaires et (iv) l'Actionnaire Défaillant perdra le droit de vote à l'assemblée générale des actionnaires.

Le Gérant pourra accepter d'émettre des Actions Ordinaires en contrepartie d'un apport en nature de titres, en observant les prescriptions édictées par la loi luxembourgeoise et notamment l'obligation de produire un rapport d'évaluation du réviseur d'entreprises agréé de la Société et à condition que les titres apportés correspondent à la politique et aux restrictions d'investissement de la Société.

Art. 9. Rachat des Actions Ordinaires. La Société est une société d'investissement en capital à risque de type fermé. Par conséquent, les Actions de la Société ne sont pas rachetables sur demande d'un actionnaire.

La Société peut toutefois racheter des Actions Ordinaires lorsque le Gérant considère que c'est dans le meilleur intérêt de la Société, selon les termes et conditions qu'il déterminera et dans les limites imposées par la loi et par les présents Statuts. En particulier, les Actions Ordinaires peuvent, à la discrétion du Gérant, être rachetées proportionnellement entre les actionnaires existants de la Société, de manière à distribuer aux actionnaires, suite à la vente d'un actif d'investissement par la Société, le produit net de l'investissement en question, nonobstant toute autre distribution conformément à l'article 23 des présents Statuts.

La Société peut proposer de racheter des Actions Ordinaires jusqu'à un nombre total maximal tel que déterminé par la Société, dans la mesure où des actionnaires offrent volontairement les Actions au rachat. Dans un tel cas, les Actions Ordinaires offertes au rachat par les actionnaires seront rachetées par la Société dans la mesure du possible, sans dépasser le nombre total maximal d'Actions Ordinaires que la Société avait proposé de racheter et toute réduction des Actions Ordinaires à racheter en-deçà du nombre total d'Actions offertes au rachat sera proportionnelle au nombre d'Actions Ordinaires offertes au rachat par les actionnaires.

Le prix de rachat sera égal à la Valeur Nette d'Inventaire par Action, déterminée conformément aux dispositions de l'article 11, au Jour d'Evaluation déterminé par le Gérant, à sa discrétion, diminuée d'un montant égal aux coûts et dépenses encourus par la Société lorsqu'elle doit réaliser des avoirs afin de payer le prix de rachat aux actionnaires ayant demandé le rachat de leurs actions.

Le prix de rachat par Actions Ordinaires sera payé endéans une période déterminée par le Gérant qui ne pourra pas excéder trente jours ouvrables (c'est-à-dire des jours durant lesquels les banques sont ouvertes au Luxembourg et ne sont ni obligées ni autorisées à fermer) à partir du Jour d'Evaluation en question, à condition que les certificats d'Actions Ordinaires, le cas échéant, et les documents de transfert aient été reçus par la Société.

La Société est autorisée à procéder au rachat forcé des Actions détenues par les Ressortissants des Etats-Unis d'Amérique ou détenues par des investisseurs non-avertis au sens de l'article 2 de la Loi de 2004, à la Valeur Nette d'Inventaire par Action diminuée des coûts encourus par la Société.

Art. 10. Restrictions à la propriété des Actions Ordinaires. La vente des Actions de la Société est réservée à certains investisseurs avertis et la Société refusera d'émettre des Actions à des personnes physiques et à des sociétés qui ne peuvent pas être qualifiés d'investisseurs avertis au sens de l'article 2 de la Loi de 2004.

De plus, la Société pourra restreindre ou empêcher la possession des Actions Ordinaires de la Société par toute personne, firme ou société, si, de l'avis de la Société, une telle possession peut être préjudiciable pour la Société, si elle peut entraîner une violation légale ou réglementaire, luxembourgeoise ou étrangère, ou s'il en résultait que la Société serait soumise à des lois autres que luxembourgeoises (y compris, mais sans limitation, les lois fiscales).

La Société pourra notamment, mais sans limitation, restreindre la propriété des Actions Ordinaires de la Société par des Ressortissants des Etats-Unis d'Amérique, tels que définis dans les présents Statuts ou par des investisseurs non-avertis, et à cet effet la Société pourra:

A. refuser l'émission d'Actions Ordinaires et l'inscription du transfert d'Actions Ordinaires lorsqu'il apparaît que cette émission ou ce transfert aurait ou pourrait avoir pour conséquence d'attribuer la propriété légale ou économique d'Actions à un Ressortissant des Etats-Unis d'Amérique ou à un investisseur non-averti; et

B. à tout moment, demander à toute personne figurant au Registre, ou à toute autre personne qui demande d'y faire inscrire le transfert d'Actions Ordinaires, de lui fournir tous renseignements qu'elle estime nécessaires, éventuellement appuyés d'une déclaration sous serment, en vue de déterminer si ces Actions Ordinaires appartiennent ou vont appartenir économiquement à un Ressortissant des Etats-Unis d'Amérique ou à un investisseur non-averti ou si cette inscription au registre peut conduire à faire acquérir à un Ressortissant des Etats-Unis d'Amérique ou à un investisseur non-averti la propriété économique de ces Actions Ordinaires; et

C. refuser d'accepter, lors de toute assemblée générale d'actionnaires de la Société, le vote de tout Ressortissant des Etats-Unis d'Amérique ou de tout investisseur non-averti; et

D. s'il apparaît à la Société qu'un Ressortissant des Etats-Unis d'Amérique ou tout investisseur non-averti, seul ou ensemble avec d'autres personnes, est le propriétaire ou le bénéficiaire économique d'Actions Ordinaires, la Société pourra enjoindre cet actionnaire de vendre ses Actions Ordinaires endéans les trente jours suivants le préavis. Si cet actionnaire refuse d'obtempérer à l'injonction, la Société pourra procéder ou faire procéder au rachat forcé de l'ensemble des Actions Ordinaires détenues par cet actionnaire, en respectant la procédure suivante:

(1) La Société enverra un second préavis (ci-après «avis de rachat») à l'actionnaire apparaissant au Registre comme étant le propriétaire des Actions Ordinaires à racheter; l'avis de rachat spécifiera les Actions Ordinaire à racheter, la manière suivant laquelle le prix de rachat sera déterminé et le nom de l'acheteur.

L'avis de rachat sera envoyé à l'actionnaire par lettre recommandée adressée à sa dernière adresse connue ou à celle inscrite dans le Registre de la Société. L'actionnaire en question sera obligé de remettre à la Société sans délai le ou les certificats d'Action représentant les Actions Ordinaires spécifiées dans l'avis de rachat.

Immédiatement après la fermeture des bureaux au jour spécifié dans l'avis de rachat, l'actionnaire en question cessera d'être propriétaire des Actions Ordinaires spécifiées dans l'avis de rachat et son nom sera rayé du Registre.

(2) Le prix auquel chaque Action Ordinaire sera rachetée (ci-après «prix de rachat») sera basé sur la Valeur Nette d'Inventaire par Action, déduction faite des commissions déterminées par le Gérant.

(3) Le paiement du prix de rachat à l'ancien propriétaire sera effectué auprès de l'ancien propriétaire des Actions Ordinaires en question en la monnaie fixée par le Gérant pour le paiement du prix de rachat des Actions Ordinaires et sera déposé pour le paiement à l'ancien propriétaire par la Société auprès d'une banque au Luxembourg ou à l'étranger (tel que spécifié dans l'avis de rachat), après détermination finale du prix de rachat suite à la remise du ou des certificats indiqués dans l'avis de rachat. Dès signification de l'avis de rachat, l'ancien propriétaire ne pourra plus faire valoir de droit sur ces Actions Ordinaires ou n'importe laquelle de celles-ci, ni exercer aucune action contre la Société et ses avoirs, sauf son droit de recevoir le prix de rachat (sans intérêt) de la banque après remise effective du ou des certificats d'Action. Tous les fonds à recevoir par un actionnaire au titre de ce paragraphe et non réclamés dans les cinq ans de la date spécifiée dans l'avis de rachat ne pourront plus être réclamés et reviendront à la Société. Le Gérant aura tout pouvoir pour prendre périodiquement les mesures nécessaires et autoriser toute action au nom de la Société en vue d'opérer ce retour.

(4) L'exercice par la Société des pouvoirs conférés au présent article ne pourra en aucun cas être mis en question ou invalidé aux motifs qu'il n'y aurait pas de preuve suffisante de la propriété des Actions Ordinaires dans le chef d'une personne ou que la propriété réelle des Actions Ordinaires était autre que celle admise par la Société à la date de l'avis de rachat, sous réserve que la Société ait, dans ce cas, exercé ses pouvoirs de bonne foi.

Les termes de «Ressortissants des Etats-Unis», tels qu'utilisés dans les présents Statuts, signifient tout résident des Etats-Unis d'Amérique, ou toute société ou association organisée ou établie sous les lois d'un Etat, territoire ou possession des Etats-Unis, ou une succession ou un trust autre qu'une succession ou un trust dont le revenu provient de sources situées hors des Etats-Unis d'Amérique et n'est pas à inclure dans le revenu global pour déterminer l'impôt américain sur le revenu payable par cette succession ou ce trust ou toute firme, société ou autre entité indépendamment de sa nationalité, de son domicile, de sa situation ou de sa résidence, si d'après les lois sur l'impôt sur le revenu en vigueur à ce moment aux Etats-Unis d'Amérique, leur propriété pourrait être attribuée à un ou plusieurs ressortissants des Etats-Unis d'Amérique ou à toute(s) autre(s) personne(s) considérée(s) comme ressortissant(s) des Etats-Unis d'Amérique selon la «Regulation S» promulguée par le «United States Securities Act» de 1933 ou selon le «United States Internal Revenue Code» de 1986, tels que modifiés.

Les termes «Ressortissant des Etats-Unis» tel qu'utilisés dans les présents Statuts n'incluent ni les souscripteurs d'Actions Ordinaires de la Société émises à l'occasion de la constitution de la Société pendant que tel souscripteur détient telles Actions, ni les marchands de valeurs mobilières qui acquièrent des Actions avec l'intention de les distribuer à l'occasion d'une émission d'Actions Ordinaires par la Société.

Art. 11. Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action. La valeur nette d'inventaire (ci-après la «Valeur Nette d'Inventaire») par Action sera exprimée par une valeur par Action en EUR, et sera déterminée par un chiffre obtenu en divisant au Jour d'Evaluation (tel que défini à l'article 12 des présents Statuts) les actifs nets de la Société, constitués par la valeur de ses avoirs moins la valeur de ses engagements au Jour d'Evaluation concerné, par le nombre d'Actions en circulation à ce moment, le tout en conformité avec les Règles d'Evaluation décrites ci-dessous. La Valeur Nette d'Inventaire par Action ainsi obtenue pourra être arrondie vers le haut ou vers le bas au cent le plus proche tel que le Gérant le déterminera. Si, depuis la date de détermination de la Valeur Nette d'Inventaire, un changement substantiel dans l'évaluation des investissements de la Société est intervenu, la Société pourra annuler la première évaluation

et effectuer une deuxième évaluation dans un souci de sauvegarder les intérêts de l'ensemble des actionnaires et de la Société.

Le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire se fera par le Gérant de la manière suivante:

I. Les avoirs de la Société comprendront:

- 1) toutes les espèces en caisse ou en dépôt, y compris les intérêts encourus ou échus;
- 2) tous les effets et billets payables à vue et les comptes exigibles (y compris les produits de la vente de titres dont le prix n'a pas encore été encaissé);
- 3) toutes les obligations, certificats de dépôt, titres, actions, parts, droits de souscription, warrants, options et autres investissements et valeurs mobilières, instruments financiers et avoirs similaires qui sont la propriété ou souscrites par la Société (à condition que la Société puisse faire des ajustements d'une manière consistante avec la paragraphe (a) ci-dessous en considération des fluctuations de la valeur de marché des titres causée par l'achat et la vente ex-dividendes, ex-droits, ou par des pratiques similaires);
- 4) tous les dividendes en nature, dividendes en espèces et distributions en espèces à recevoir par la Société dans la mesure où la Société pouvait raisonnablement en avoir connaissance;
- 5) tous les intérêts encourus sur toute valeur productive d'intérêts qui est la propriété de la Société, sauf si ces intérêts sont compris ou reflétés dans le prix de ces valeurs;
- 6) les dépenses préliminaires de la Société, y compris les coûts d'émission et de distribution des Actions de la Société, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été amorties;
- 7) la valeur de liquidation de tous les contrats à terme ou à livraison différée et toutes les options d'achat et de vente pour lesquelles la Société détient une position ouverte;
- 8) tous les autres avoirs détenus par la Société, de quelque nature qu'ils soient, y compris les dépenses payées d'avance.

La valeur de ces avoirs sera déterminée de la manière suivante:

- (a) La valeur des espèces en caisse ou en dépôt, des effets et billets payables à vue et des comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance, des dividendes et intérêts annoncés ou venus à échéance mais non encore encaissés, consistera dans la valeur nominale de ces avoirs. S'il s'avère toutefois improbable que cette valeur pourra être touchée en entier, la valeur sera déterminée en retranchant tel montant que la Société estimera adéquat en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs.
- (b) La valeur des avoirs qui sont négociés ou cotés sur une bourse sera basée sur le dernier prix disponible à la bourse qui est normalement le marché principal pour ces actifs;
- (c) La valeur des avoirs qui sont négociés sur un autre marché réglementé est basée sur le dernier prix disponible;
- (d) La valeur des investissements en private equity sera basée sur la meilleure pratique, ce qui peut inclure de suivre les principes et directives d'évaluation de portefeuille de l'European Venture Capital Association (EVCA) et sera menée avec prudence et bonne foi. En particulier, les investissements en actions dans des sociétés vendus au cours de la période des 12 mois précédents le Jour d'Evaluation seront évalués au coût à moins que le Gérant considère qu'il y a eu une détérioration matérielle de la position financière d'une société dans laquelle la Société a investi, à condition toutefois que lorsqu'une transaction significative et similaire a eu lieu et a établi un prix normal de marché, cette transaction pourra servir de base à l'évaluation. De plus, les données suivantes, parmi d'autres, seront utilisées pour l'évaluation des investissements en private equity: produit de la vente partielle d'un investissement, informations professionnelles et développements généraux des sociétés en portefeuille et des sociétés cotées comparables.
- (e) La valeur des billets à ordre, positions ouvertes dans des dérivés, et instruments du marché monétaire sera évaluée selon leurs valeurs de marché respectives telles qu'estimées par le Gérant de bonne foi et en conformité avec les principes d'évaluation généralement reconnus qui sont également vérifiables par le réviseur d'entreprises agréé de la Société.
- (f) Si le prix tel que déterminé ci-dessus n'est pas représentatif de la juste valeur de marché, les valeurs mobilières et avoirs en question seront évaluées à leur prix de vente prévisible tel que déterminé de bonne foi en conformité avec les procédures établies par le Gérant.

Le Gérant peut, à son entière discrétion, permettre l'utilisation d'une autre méthode d'évaluation s'il considère que cette évaluation reflète de manière plus fidèle la juste valeur d'un avoir de la Société.

II. Les engagements de la Société comprendront:

- 1) tous les emprunts, effets et comptes exigibles;
- 2) tous les intérêts encourus sur les emprunts de la Société (y compris les commissions d'engagement encourues en rapport avec ces emprunts);
- 3) toutes les dépenses encourues ou exigibles (y compris les frais administratifs, les commissions de gestion et de conseil, y compris les commissions de rendement, les commissions payables à la banque dépositaire et les commissions des agents commerciaux);
- 4) toutes les obligations connues, présentes ou futures, y compris toutes les obligations contractuelles venues à échéance, qui ont pour objet des paiements en espèces ou en nature, y compris le montant des dividendes annoncés par la Société mais non encore payés;
- 5) une provision appropriée pour impôts futurs qui sont définis selon leur nature et dont il est certain ou probable qu'ils naissent et puissent être mesurés avec précision raisonnable, fixée périodiquement par le Gérant et, le cas échéant, tout autre montant que le Gérant pourra considérer comme une provision appropriée par rapport à tout engagement éventuel de la Société;
- 6) tous autres engagements de la Société de quelque nature que ce soit renseignés conformément à des principes comptables généralement acceptés. Pour l'évaluation du montant de ces engagements, la Société prendra en considération toutes les dépenses à supporter par elle qui comprendront mais qui ne se limiteront pas aux frais de constitution,

commissions payables au gestionnaire et aux conseillers, y compris les commissions de performance et de rendement, frais et commissions payables au réviseur d'entreprises agréé et aux comptables, au dépositaire et à ses correspondants, à l'agent administratif et agent payeur, tout agent de cotation, à l'agent domiciliataire, au teneur de registre et agent de transfert, à tout distributeur ou agent intervenant dans le placement des Actions et aux représentants permanents dans les lieux où la Société est soumise à l'enregistrement, ainsi qu'à tout autre employé de la Société, la rémunération du Gérant ainsi que les dépenses encourues par le Gérant au cours de l'accomplissement de ses devoirs et ses débours raisonnables et frais d'assurance, les frais encourus en rapport avec l'assistance juridique, fiscale et la révision des comptes annuels de la Société, les frais des déclarations d'enregistrement et de maintien de l'enregistrement auprès des autorités gouvernementales et des bourses de valeurs au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger, les frais d'information et de publication et de rapport aux actionnaires incluant les frais de préparation, d'impression, de traduction, de publicité et de distribution des prospectus, memoranda explicatifs, certificats d'actions, rapports périodiques ou déclarations d'enregistrement, les frais de rapports pour les actionnaires, tous les impôts et droits prélevés par les autorités gouvernementales et toutes les taxes similaires, les coûts de publication des prix d'émission, de conversion, s'il y a lieu, et de rachat et toute autre dépense d'exploitation, y compris les frais d'achat et de vente des avoirs, les intérêts, les agios, frais de courtage, les frais postaux, de téléphone et de télex. La Société peut provisionner des dépenses administratives et autres, qui ont un caractère régulier ou périodique, par une estimation pour l'année ou pour toute autre période.

III. Pour les besoins de cet article:

1) les Actions Ordinaires en voie de rachat par la Société conformément à l'article 9 des présents Statuts seront considérées comme actions émises et existantes jusqu'à immédiatement après l'heure, fixée par le Gérant, du Jour d'Évaluation auquel l'évaluation est faite, et seront, à partir de ce moment et jusqu'à ce que le prix en soit payé, considérées comme engagement de la Société;

2) les Actions Ordinaires à émettre par la Société seront traitées comme étant créées à partir de l'heure, fixée par le Gérant, du Jour d'Évaluation auquel l'évaluation est faite, et leur valeur sera, à partir de ce moment, traitée comme créance de la Société jusqu'à ce que le prix en soit payé;

3) tous investissements, soldes en espèces et autres avoirs, exprimés autrement que dans la devise de référence de la Société seront évalués en tenant compte des taux de change du marché en vigueur au moment déterminé périodiquement par le Gérant; si ce taux n'est pas disponible, le taux de change sera déterminé de bonne foi ou selon les procédures établies par le Gérant;

4) à chaque Jour d'Évaluation où la Société aura conclu un contrat dans le but:

- d'acquérir un élément d'actif, le montant à payer pour cet élément d'actif sera considéré comme un engagement de la Société, tandis que la valeur de cet élément d'actif sera considérée comme un avoir de la Société;

- de vendre tout élément d'actif, le montant à recevoir pour cet élément d'actif sera considéré comme un avoir de la Société et cet élément d'actif à livrer ne sera plus repris dans les avoirs de la Société;

sous réserve cependant, que si la valeur ou la nature exacte de cette contrepartie ou de cet élément d'actif n'est pas connue au Jour d'Évaluation, leur valeur sera estimée par la Société.

Toutes les règles d'évaluation seront interprétées et les évaluations effectuées conformément aux principes comptables généralement acceptés.

En l'absence de mauvaise foi, négligence grave ou erreur manifeste, chaque décision prise lors du calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par le Gérant ou par une quelconque entité désignée par le Gérant, sous sa responsabilité, pour les besoins du calcul de la Valeur Nette d'Inventaire sera définitive et obligatoire pour la Société et les actionnaires actuels, anciens ou futurs.

Art. 12. Fréquence et Suspension Temporaire du Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action.

La Valeur Nette d'Inventaire par Action sera déterminée périodiquement par le Gérant ou sous sa supervision, au moins deux fois par an à la fréquence que le Gérant décidera, telle date par référence à laquelle la détermination sera effectuée étant définie dans les présents Statuts comme Jour d'Évaluation.

La Société peut suspendre le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action lors de la survenance de l'une des circonstances suivantes:

a) lorsque de l'avis du Gérant, il existe une situation d'urgence en conséquence de laquelle la Société ne peut pas disposer de ses avoirs ou ne peut pas les évaluer;

b) lorsque les moyens de communication ou de calcul normalement utilisés pour déterminer le prix ou la valeur des investissements de la Société ou les cours en bourse ou sur d'autres marchés des avoirs de la Société sont hors de service;

c) lors de toute période pendant laquelle la Société est incapable de rapatrier des fonds dans le but d'accomplir des paiements pour le rachat d'Actions ou pendant laquelle les transferts de fonds impliqués dans la réalisation ou l'acquisition d'investissements ou de paiements dus pour le rachat d'Actions ne peuvent, de l'avis du Gérant, être effectués à des taux de change normaux;

d) lorsque, pour toute autre raison, le prix de tout investissement appartenant à la Société ne peut être déterminé rapidement ou avec exactitude;

e) lors de la publication d'un avis de convocation d'une Assemblée Générale ayant pour but de décider la liquidation de la Société.

Pareille suspension sera notifiée, le cas échéant, par la Société par voie de publication de la manière déterminée par le Gérant.

Art. 13. Gérant. La Société sera administrée par P&S CEE GROWTH LUXEMBOURG, S.à r. l., Luxembourg, une société à responsabilité limitée organisée et existant selon les lois luxembourgeoises, en sa capacité d'associé commandité de la Société (ci-après le «Gérant»).

En cas d'incapacité légale, de liquidation ou d'une autre situation permanente empêchant le Gérant d'exercer ses fonctions de Gérant de la Société, celle-ci sera dissoute et liquidée conformément à l'article 25 des présents Statuts.

Art. 14. Pouvoirs du Gérant. Le Gérant est investi des pouvoirs les plus larges pour faire tous les actes d'administration et de disposition relevant de l'objet de la Société, conformément à la politique et aux restrictions d'investissement tels que déterminés à l'article 17 des présents Statuts.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des actionnaires appartiennent au Gérant.

Art. 15. Engagement de la Société vis-à-vis des tiers. Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée par la signature du Gérant, représenté par des mandataires dûment autorisés ou par la(les) signature(s) de toute(s) autre(s) personne(s) à laquelle(auxquelles) pareil pouvoir de signature aura été délégué par le Gérant.

Art. 16. Délégation de Pouvoirs. Le Gérant pourra déléguer, sous sa supervision et sa responsabilité, ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société (y compris le droit d'agir comme signataire autorisé pour compte de la Société) ainsi que ses pouvoirs d'agir dans le cadre de l'objet de la Société à une ou plusieurs personnes physiques ou morales qui auront les pouvoirs déterminés par le Gérant et qui pourront, si le Gérant les y autorise, sous-déléguer leurs pouvoirs.

Le Gérant pourra également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Le Gérant pourra en outre désigner d'autres agents de gestion ou administratifs et conclure des contrats avec ces agents en vue de la prestation de services, la délégation de pouvoir à ceux-ci et la détermination de leur rémunération qui sera supportée par la Société.

Art. 17. Politiques et restrictions d'investissement. Le Gérant déterminera la politique et les restrictions d'investissement à appliquer par la Société et les lignes de conduite à suivre dans l'administration et la conduite des affaires de la Société, telles que décrites dans les documents de vente des Actions Ordinaires en conformité avec les lois et règlements applicables.

Art. 18. Réviseur d'Entreprises Agréé. Les données comptables contenues dans le rapport annuel établi par la Société seront contrôlées par un réviseur d'entreprises agréé qui est nommé par l'Assemblée Générale des actionnaires et rémunéré par la Société. Le réviseur d'entreprises agréé accomplira tous les devoirs prescrits par la Loi de 2004.

Art. 19. Intérêts Opposés. Aucun contrat ni aucune transaction que la Société pourra conclure avec d'autres sociétés ou firmes ne pourront être affectés ou invalidés par le fait que le Gérant ou les fondés de pouvoir du Gérant auraient un intérêt quelconque dans telle autre société ou firme ou par le fait qu'ils soient administrateurs, associés, fondés de pouvoir ou employés de cette autre société. Tout fondé de pouvoir du Gérant qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou firme avec laquelle la Société passe des contrats ou avec laquelle elle est autrement en relations d'affaires ne sera pas, par là même, privé du droit de délibérer, de voter et d'agir en ce qui concerne des matières en relation avec pareils contrats ou pareilles affaires.

Au cas où un fondé de pouvoir du Gérant aurait dans quelque affaire de la Société un intérêt opposé à celle-ci, ce fondé de pouvoir devra informer le Gérant de cet intérêt opposé et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote concernant cette affaire. Rapport en devra être fait à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Les termes «intérêt opposé» tel qu'ils sont utilisés au paragraphe précédent ne s'appliqueront pas aux relations ou aux intérêts qui pourront exister de quelque manière, en quelque qualité, ou à quelque titre que ce soit, avec le Dépositaire, ainsi qu'avec toute autre personne, société ou entité juridique que le Gérant pourra déterminer périodiquement à son entière discrétion.

Art. 20. Indemnisation. La Société pourra indemniser le Gérant et tout fondé de pouvoir du Gérant, et ses héritiers, exécuteurs testamentaires et autres ayants-droit, des dépenses raisonnablement occasionnées par toutes actions, instances ou procès auxquels il aura été partie en sa qualité ou en son ancienne qualité de Gérant ou de fondé de pouvoir du Gérant ou pour avoir été, à sa demande, fondé de pouvoir de toute autre société, dont la Société est actionnaire ou créditrice et par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf lorsque, en rapport avec de telles actions, il sera finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement extra-judiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat-conseil que la personne à indemniser n'a pas commis de manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation ci-dessus n'exclura pas d'autres droits auxquels le Gérant ou le fondé de pouvoir pourraient prétendre ni n'empêchera la Société de conclure des accords d'indemnisation avec tout autre partie que le Gérant déterminera. La Société avancera les dépenses liées aux contentieux à un fondé de pouvoir du Gérant si le conseiller juridique de la Société détermine qu'une indemnisation par la Société est probable et si le fondé de pouvoir accepte de rembourser toute avance au cas où il serait décidé qu'il n'avait pas droit à une indemnisation.

Art. 21. Assemblée Générale des Actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires représente l'universalité des actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société, sous réserve que, sauf si les présents statuts en disposent autrement, une résolution ne sera valablement adoptée que si elle est approuvée par le Gérant.

L'assemblée générale des actionnaires est convoquée par le Gérant.

L'assemblée générale annuelle se réunit, conformément à la loi luxembourgeoise, à Luxembourg-Ville à un lieu indiqué dans l'avis de convocation, le troisième mardi du mois de mai de chaque année à 10.00 heures.

Si ce jour n'est pas un jour ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale se réunit le premier jour ouvrable suivant.

D'autres assemblées générales d'actionnaires peuvent se tenir aux lieux et dates spécifiés dans l'avis de convocation.

L'assemblée générale des actionnaires sera convoquée par un avis indiquant l'ordre du jour et envoyé au moins huit jours avant la date prévue pour la réunion à chaque actionnaire à l'adresse des actionnaires telle qu'inscrite au Registre.

La distribution d'un tel avis aux propriétaires d'Actions nominatives n'a pas besoin d'être justifiée à l'assemblée. L'ordre du jour sera préparé par le Gérant.

Si toutes les Actions sont nominatives, les avis pourront uniquement être envoyés aux actionnaires par courrier recommandé.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent se considérer comme dûment convoqués et avoir eu connaissance préalable de l'ordre du jour soumis à leur délibération, l'assemblée générale pourra avoir lieu sans convocation.

Le Gérant peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour pouvoir prendre part aux assemblées générales.

Toutes les assemblées générales seront présidées par le Gérant.

Les affaires traitées lors d'une assemblée des actionnaires seront limitées aux points contenus dans l'ordre du jour (qui contiendra toutes les matières requises par la loi) et aux affaires connexes à ces points.

Le Gérant peut fixer à l'avance une date, qui n'excédera pas une période de cinquante jours précédant la date d'une assemblée des actionnaires, en tant que date d'enregistrement pour la détermination des actionnaires ayant droit à l'avis de convocation et à voter à toute assemblée et, dans ce cas, ces actionnaires, et ces actionnaires seulement, en tant qu'actionnaires enregistrés à la date ainsi fixée, auront droit à cet avis, et de voter à, cette assemblée, nonobstant tout transfert de toutes Actions sur le Registre après que cette date d'enregistrement ait été fixée.

Chaque Action donne droit à une voix à toute assemblée générale des actionnaires, conformément à la loi luxembourgeoise et aux présents Statuts. Un actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée des actionnaires par un mandataire, qui n'a pas besoin d'être actionnaire, en lui conférant un pouvoir écrit.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les présents Statuts, les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Art. 22. Année Sociale. L'année sociale de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 23. Distribution. Sur proposition du Gérant et dans les limites légales, l'assemblée générale des actionnaires déterminera l'affectation des résultats nets et pourra en temps opportun déclarer, ou autoriser le Gérant à déclarer, des distributions.

Le Gérant pourra décider de payer des dividendes intérimaires, conformément aux conditions prévues par la loi.

Les paiements de distributions aux porteurs d'Actions nominatives seront effectués à leurs adresses indiquées au Registre.

Les distributions pourront être payées en toute devise choisie par le Gérant et en temps et lieu qu'il déterminera en temps opportun.

En aucun cas, des distributions ne pourront être effectuées si, en conséquence de celles-ci, la Valeur Nette d'Inventaire de la Société tomberait en-deçà d'un million d'euros.

Les distributions qui n'auront pas été réclamées par leur bénéficiaire dans les cinq ans à compter de leur déclaration ne pourront plus être réclamées et reviendront à la Société.

Aucun intérêt ne sera payé sur le dividende déclaré par la Société et conservé par elle à la disposition de son bénéficiaire.

Art. 24. Dépositaire. Dans la mesure requise par la loi, la Société conclura un contrat de dépôt avec un établissement bancaire ou d'épargne au sens de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier (ci-après le «Dépositaire»).

Le Dépositaire aura les pouvoirs et charges tels que prévus par la Loi de 2004.

Le Dépositaire ou la Société pourront mettre fin au contrat de dépôt avec effet au dernier jour de chaque mois, sur notification préalable de trois mois par lettre recommandée.

La Société devra, dans le cas d'une telle résiliation, pourvoir au remplacement du Dépositaire à la date à laquelle le contrat de dépôt sera résilié. Jusqu'à ce remplacement, qui aura lieu au plus tard endéans deux mois, le Dépositaire devra effectuer toute démarche nécessaire afin de préserver les intérêts des actionnaires.

Art. 25. Dissolution et Liquidation. La Société peut à tout moment être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'Article 26 des présents Statuts.

La liquidation sera effectuée par le Gérant, à moins que l'assemblée générale des actionnaires ne désigne un ou plusieurs liquidateurs, qui ne doivent pas être des actionnaires, l'assemblée générale déterminera dans tous les cas les pouvoirs et la rémunération de tout(s) liquidateur(s). Les produits nets de la liquidation seront distribués par le(s) liquidateur(s) aux actionnaires proportionnellement à la Valeur Nette d'Inventaire par Action.

Art. 26. Modification des Statuts. Les présents statuts pourront être modifiés périodiquement, sous condition de l'approbation du Gérant, par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, à moins que les présents statuts n'en disposent autrement.

Art. 27. Loi applicable. Tous les points non spécifiés dans les présents Statuts, seront régis par les dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ainsi que par la Loi de 2004, telles que ces lois ont été ou seront modifiées par la suite.

Dispositions Transitoires

- 1) La première année sociale commencera à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2006.
- 2) La première assemblée générale annuelle sera tenue en 2007.

Souscription et Paiement

Le capital social de la Société est souscrit comme suit:

1) P&S CEE GROWTH LUXEMBOURG, S.à r.l., Luxembourg, préqualifiée, souscrit 1 (une) Action de Commandité, résultant en un paiement de mille euros (EUR 1.000,-).

2) P&S CONSULTING SLOVENIA, préqualifiée, souscrit trente (30) Actions Ordinaires, résultant en un paiement de trente mille euros (EUR 30.000,-).

La preuve des paiements ci-dessus, c'est-à-dire trente et un mille euros (EUR 31.000,-) a été donnée au notaire instrumentant qui le reconnaît.

Frais

Le montant des frais incombant à la Société en raison des présentes est estimé à six mille cinq cents euros.

Assemblée Générale des Actionnaires

Les personnes susmentionnées, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire qui a pris les résolutions suivantes:

I. Est nommée en tant que Réviseur d'Entreprises Agréé: ERNST & YOUNG LUXEMBOURG S.A., dont le siège est sis au Parc d'activités Syrdall, B.P. 780, L-2017 Luxembourg, pour une période se terminant à la fin de l'Assemblée Générale annuelle statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2006.

II. L'adresse de la Société est fixée au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: F. Kass, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 24 février 2006, vol. 435, fol. 63, case 12. – Reçu 1.250 euros.

Le Receveur ff. (signé): E. Weber.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 6 mars 2006.

H. Hellinckx.

(021953/242/1014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2006.

P&S CEE GROWTH LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R. C. Luxembourg B 114.580.

STATUTES

In the year two thousand six, on the fifteenth day of February.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Mersch (Luxembourg).

There appeared:

P&S CONSULTING SLOVENIA, a company incorporated under the laws of Slovenia, with registered office at Slovenska cesta 56, 1000 Ljubljana, Slovenia,

represented by Mr Francis Kass, lawyer, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy given in Ljubljana on January 9, 2006.

and

CEE AM Ltd, London, a limited liability Company under the laws of Great-Britain, with registered office at 19 Kathleen Road, London SW11 2JR, Great Britain,

represented by Mr Francis Kass, lawyer, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy given in Ljubljana on January 9, 2006.

The proxies given, signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the Articles of Incorporation of a «société à responsabilité limitée»:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established by the current owners of the shares created hereafter and among all those who may become partners in the future, a private limited company (société à responsabilité limitée) (hereinafter the «Company») which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. The object of the Company is to serve as general partner (associé commandité) and manager (gérant) to CEE GROWTH LUXEMBOURG SICAR SCA, a partnership limited by shares (société en commandite par actions), qualifying as an investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque) pursuant to the Luxembourg law of 15 June 2004 on investment companies in risk capital (the «SICAR»).

The Company may carry out any activities connected with the management, administration and promotion of the SICAR. It may, on behalf of the SICAR, enter into any contract, purchase, sell, exchange and deliver any securities, pro-

ceed to any registrations and transfers in its name or in third parties name in the register of shares or debentures of any Luxembourg or foreign companies, and exercise on behalf of the SICAR and holders of shares of the SICAR, all rights and privileges, especially all voting rights attached to the securities constituting the assets of the SICAR. The foregoing powers shall not be considered as exhaustive, but only as declaratory.

Furthermore, the Company may hold participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies, and any other form of investment, acquire by purchase, subscription, or in any other manner as well as transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind, and administer, control and develop its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may further act as a manager or director with unlimited or limited liability for all debts and obligations of partnerships or any other corporate structures.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company will assume the name of P&S CEE GROWTH LUXEMBOURG, S.à r.l.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its partners. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

B. Share Capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by twenty-five (25) shares with a par value of five hundred Euro (EUR 500.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among partners. Any inter vivos transfer to a new partner is subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased partner may only be transferred to new partners subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the partners will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management

Art. 12. The Company is managed by one or several managers, who need not be partners.

In dealing with third parties, the manager, or in case of several managers, the board of managers has extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all acts and operations consistent with the Company's purpose. The manager(s) is (are) appointed by the sole partner, or as the case may be, the partners, who fix(es) the term of its/ their office. He (they) may be dismissed freely at any time by the sole partner, or as the case may be, the partners.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there is more than one manager, by the sole signature of any manager.

Art. 13. In case of several managers, the Company is managed by a board of managers which may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by any one manager at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside all meetings of the board of managers, or in the absence of a chairman, the board of managers may appoint another manager as chairman by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two managers or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

Art. 15. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 16. The manager(s) do(es) not assume, by reason of its/their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

The Company shall indemnify any manager or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the Company, or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for negligence or fault or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 17. The manager or the board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the manager or the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

D. Decisions of the sole partner - Collective decisions of the partners

Art. 18. Each partner may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each partner is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 19. Save a higher majority as provided herein, collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

The partners may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least.

Art. 20. In the case of a sole partner, such partner exercises the powers granted to the general meeting of partners under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 21. The Company's year commences on the 1st of January and ends on the 31st of December.

Art. 22. Each year on the 31st of December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 23. Five per cent of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent of the share capital. The balance may be freely used by the partners.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 24. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, who need not be partners, and which are appointed by the general meeting of partners which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the partners in proportion to the shares of the Company held by them.

Art. 25. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Subscription and payment

The twenty-five (25) shares have been subscribed as follows:

Name of Subscriber	Number of subscribed shares
P&S CONSULTING, Ljubljana, Slovenia	15 shares
CEE AM Ltd, London, Great Britain	10 shares

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-), is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional disposition

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on December 31, 2006.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately five thousand five hundred Euro.

General meeting of partners

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as fully convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and have passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg;
2. The following persons are appointed, for an indefinite period, as managers of the Company:
 - Mr Dean Mikolic, Chairman of the Board of Managers, residing at Barvarska steza 7, 1000 Ljubljana, Slovenia, sole owner of P&S CONSULTING SLOVENIA;
 - Mr Miran Mencej, residing at Dolenjska cesta 48, 1000 Ljubljana, Slovenia, sole owner of Siopt Plc Kiev, Ukraine, and partner in CEE AM Ltd, London, UK;
 - Mr Damjan Mencej, residing at Sveta Troica 297, Sofia 1784, Bulgaria, Partner in CEE AM Ltd, London, UK;
 - Vojko Odlazek, residing at 9A Dimitar Hadjikitzev, Sofia 1000, Lozenetz, Bulgaria, Managing Director and Partner in CEE AM Ltd., London, UK.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residences, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille six, le quinze février.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch (Luxembourg).

Ont comparu:

P&S CONSULTING SLOVENIA, une société de droit slovène, ayant son siège social à Slovenska cesta 56, 1000 Ljubljana, Slovénie,

ici représentée par Monsieur Francis Kass, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Ljubljana le 9 janvier 2006.

et

CEE AM Ltd, London, une société de droit anglais, ayant son siège social à 19 Kathleen Road, London SW11 2JR, Royaume-Uni,

ici représentée par Monsieur Francis Kass, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Ljubljana le 9 janvier 2006.

Les procurations signées ne varient par le comparant et par le notaire instrumentant resteront annexée au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes par les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. L'objet de la Société est d'agir en tant qu'associé commandité et gérant de CEE GROWTH LUXEMBOURG SICAR SCA (en abrégé «la SICAR»), une société en commandite par actions, qualifiée de société d'investissement en capital à risque conformément à la loi du 15 juin 2004 sur les sociétés d'investissement en capital à risque.

La Société peut exercer toutes activités en rapport avec l'administration, la direction et la promotion de la SICAR. Elle pourra, pour compte de la SICAR, conclure des contrats, acheter, vendre, échanger et délivrer toutes valeurs mobilières, procéder à toutes inscriptions et tous transferts en son nom et au nom de tiers dans les registres d'actions ou d'obligations de toutes sociétés luxembourgeoises ou étrangères, et exercer pour compte de la SICAR et des proprié-

taires d'actions de la SICAR tous droits et privilèges, en particulier tous droits de vote attachés aux valeurs mobilières constituant les avoirs de la SICAR, cette énumération n'étant pas limitative, mais simplement exemplative.

De plus, la Société peut détenir des participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, acquérir par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et gérer, contrôler et mettre en valeur ces participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut également agir comme gérant ou administrateur, responsable indéfiniment ou de façon limitée pour toutes dettes et engagements sociaux de sociétés en commandite ou de toutes autres structures sociétaires similaires.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de ses objets.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de P&S CEE GROWTH LUXEMBOURG, S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou dans tous autres pays.

B. Capital social-parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représentée par vingt-cinq (25) parts sociales, d'une valeur de cinq cents euros (EUR 500,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

C. Gérance

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Vis-à-vis des tiers, le gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants sont nommés par l'associé unique ou, le cas échéant, par les associés, fixant la durée de leur mandat. Il(s) est/sont librement et à tout moment révocable(s) par l'associé unique ou, selon le cas, les associés.

La Société est engagée en toutes circonstances, par la signature du gérant unique ou, lorsqu'ils sont plusieurs gérants, par la seule signature d'un gérant.

Art. 13. Lorsqu'il y a plusieurs gérants, la Société est gérée par un conseil de gérance qui pourra choisir parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en l'absence d'un président, le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'en-

tendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion. Au cas où, lors d'une réunion du conseil, il y a égalité de voix pour ou contre une décision, le président aura voix prépondérante.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 14. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le conseil de gérance.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Le ou les gérant(s) ne contract(ent), à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

La Société indemnisera tout gérant ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, des dépenses raisonnablement occasionnées par toutes actions ou tous procès auxquels il aura été partie en sa qualité de gérant ou fondé de pouvoir de la Société, ou pour avoir été, à la demande de la Société, gérant ou fondé de pouvoir de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créditricer et par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf le cas où dans pareils actions ou procès il sera finalement condamné pour négligence ou faute ou mauvaise administration; en cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat-conseil que le gérant ou fondé de pouvoir en question n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation n'exclura pas d'autres droits dans le chef du gérant ou fondé de pouvoir.

Art. 17. Le gérant ou le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 18. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 19. Sous réserve d'un quorum plus important prévu par les statuts, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société. Toutes autres modifications des statuts sont décidées à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 20. Dans le cas d'un associé unique, celui-ci exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 21. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 22. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 23. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 24. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf décision contraire le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 25. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée.

Souscription et libération

Les vingt-cinq (25) parts sociales ont été souscrites comme suit:

Nom du Souscripteur	Nombre de parts sociales souscrites
P&S CONSULTING, Ljubljana, Slovénie	15 parts sociales
CEE AM Ltd, Londres, Royaume-Uni	10 parts sociales

Toutes les parts sociales souscrites ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire sous-signé.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2006.

Frais

Le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à charge à raison de sa constitution est évalué environ à cinq mille cinq cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, ont tenu une assemblée générale extraordinaire et ont pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg;
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:
 - Monsieur Dean Mikolic, Président du Conseil de gérance, domicilié à Barvarska steza 7, 1000 Ljubljana, Slovénie, propriétaire unique de la Société P&S CONSULTING SLOVENIE;
 - Monsieur Miran Mencej, domicilié à Dolenjska cesta 48, 1000 Ljubljana, Slovénie, propriétaire unique de la Société Siopt Plc Kiev, Ukraine, et associé de la Société CEE AM Ltd, Londres, Royaume-Uni;
 - Monsieur Damjan Mencej, domicilié à Sveta Troica 297, Sofia 1784, Bulgarie, associé de la Société CEE AM Ltd, Londres, Royaume-Uni
 - Monsieur Vojko Odlazek, domicilié à 9A Dimitar Hadjikotzev, Sofia 1000, Lozenetz, Bulgarie, Directeur de Gestion et associé de la Société CEE AM Ltd., Londres, Royaume-Uni

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: F. Kass, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 24 février 2006, vol. 435, fol. 63, case 10. – Reçu 1.250 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 6 mars 2006.

H. Hellinckx.

(021956/242/368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2006.

SIREO IMMOBILIENFONDS No. 5 SICAV, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-1840 Luxembourg, 8A, boulevard Joseph II.

H. R. Luxembourg B 114.787.

STATUTEN

Im Jahr zweitausendundsechs, den dreizehnten März.

Vor dem unterzeichneten Maître Jean-Joseph Wagner, Notar, mit Amtswohnsitz in Sassenheim (Großherzogtum Luxemburg).

Erschienen:

1) DELTONA DREIUNDNEUNZIGSTE VERWALTUNGSGESELLSCHAFTmbH, eine gemäß dem Recht Deutschlands gegründete und bestehende Gesellschaft mit Geschäftssitz in Bockenheimer Landstrasse 20, D-60323 Frankfurt am Main, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Frankfurt unter HRB 55.448, die kraft einer am 8. März 2006 in Frankfurt am Main ausgestellten Vollmacht ordnungsgemäß von Herrn Jean-Claude Michels, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg, vertreten wurde;

2) GOLIATH HUNDERTVIERUNDREIßIGSTE VERMÖGENSVERWALTUNGS-GmbH, eine gemäß dem Recht Deutschlands gegründete und bestehende Gesellschaft mit Geschäftssitz in 46, Mainzer Landstrasse, D-60325 Frankfurt am Main, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Frankfurt unter HRB B 53.131, die kraft einer am 8. März 2006 in Frankfurt am Main ausgestellten Vollmacht ordnungsgemäß von Herrn Jean-Claude Michels, vorgeannt, vertreten wurde;

Die oben erwähnten Vollmachten bleiben diesem Dokument beigefügt, um gleichzeitig mit dem Dokument den Formalitäten der Eintragung unterworfen zu werden.

Die hier erschienenen Parteien, die in ihren oben genannten Eigenschaften handeln, haben die folgende Satzung für eine Aktiengesellschaft aufgesetzt, von der sie erklären, dass sie sie miteinander gegründet haben:

Definitionen

«Acquisition Fee»: Die von der Gesellschaft gemäß dem Investment Advisory Agreement bei dem Erwerb einer Immobilie an den Investment Advisor zu zahlende Gebühr.

«Aktie»: Eine Aktie der Gesellschaft.

«Aktionär»: Ein Investor, der ein Subscription Agreement unterzeichnet und Aktien erworben hat. Jeder Aktionär gilt zugleich auch als Investor im Sinne dieser Satzung.

«Aktionärsgruppe»: Aktionäre, die gemäß Richtlinie 83/349/EWG des Rates über den konsolidierten Abschluss oder gemäß anerkannten internationalen Bilanzierungsvorschriften gemeinsam in einen konsolidierten Abschluss einzubeziehen sind.

«Aktionärsversammlung»: Eine ordentliche oder außerordentliche Aktionärsversammlung der Gesellschaft.

«Anlageausschuss»: Ausschuss zur Beratung des Verwaltungsrats, der sich aus Vertretern von Aktionären der Gesellschaft zusammensetzt und formell vom Verwaltungsrat bestellt wird.

«Asset Advisory Fee»: Die von der Gesellschaft gemäß dem Investment Advisory Agreement an den Investment Advisor zu zahlende laufende Gebühr.

«Bankarbeitstag»: Jeder Tag, an dem die Banken in Luxemburg für den Geschäftsverkehr geöffnet sind.

«Bewertungstag»: Ein Tag, zu dem gemäß dieser Satzung der Nettoinventarwert je Aktie bestimmt wird.

«Bindungszeitraum»: Der Zeitraum, in dem sämtliche Kapitalzusagen eingefordert und gezahlt werden sollen und der spätestens vier Jahre nach dem Closing endet.

«Closing»: Der von dem Verwaltungsrat bestimmte Tag, an dem die Subscription Agreements von den Investoren unterzeichnet werden und die Zulassung von Investoren durch die Gesellschaft erfolgt.

«Depotbank»: Die Bank, welche von der Gesellschaft als Depotbank im Sinne des Gesetzes vom 19. Juli 1991 ernannt wird.

«Einzahlungsaufforderung»: Die Aufforderung der Gesellschaft an einen Investor, einen prozentualen Anteil seiner Offenen Kapitalzusage gegen Ausgabe von Aktien an die Gesellschaft zu zahlen.

«Erstemissionsphase»: Der vom Verwaltungsrat festgelegte und im Private Placement Prospectus angegebene Zeitraum, während dessen die Gesellschaft Aktien zum Erstemissionspreis ausgibt.

«Geregelter Markt»: Ein regelmäßig betriebener, regulierter, anerkannter und der Öffentlichkeit zugänglicher Markt.

«Gesellschaft»: Die SIREO IMMOBILIENFONDS N°5 SICAV.

«Gesetz vom 19. Juli 1991»: Das luxemburgische Gesetz vom 19. Juli 1991 über Organismen für gemeinsame Anlagen, deren Anteile nicht zum öffentlichen Vertrieb bestimmt sind, sowie ggf. dessen Nachfolgesetzgebung.

«Immobilien»: Alle Vermögensgegenstände welche unter dem geltenden luxemburgischen Recht als Immobilienwerte (valeurs immobilières) angesehen werden, insbesondere Grundstücke und Gebäude, unmittelbare und mittelbare Beteiligungen an Immobiliengesellschaften und grundstücksgleiche Rechte wie im Private Placement Prospectus beschrieben.

«Immobilien Sachverständiger»: Von der Gesellschaft ernannter unabhängiger Sachverständiger, der die Bewertung der Immobilienanlagen der Gesellschaft vornimmt.

«Investment Advisor»: SIM SIREO INVESTMENT MANAGEMENT, S.à.r.l.

«Investment Advisory Agreement»: Die zwischen der Gesellschaft und dem Investment Advisor zu schließende Vereinbarung, durch welche der Investment Advisor mit Beratungs- und Property Management Aufgaben in die Umsetzung der Anlagepolitik der Gesellschaft einbezogen wird, sowie mit der Übernahme von Tätigkeiten im Zusammenhang mit der Vermögensverwaltung der Gesellschaft beauftragt wird. Der Investment Advisor kann unter den im Investment Advisory Agreement festgelegten Bedingungen und auf eigene Kosten sich von Dritten beraten lassen oder seine Aufgaben auf Dritte (z. B. Health Care Spezialisten) übertragen.

«Investment Advisory Fees»: Von der Gesellschaft gemäß dem Investment Advisory Agreement an den Investment Advisor zu zahlende Asset Advisory Fee, Acquisition Fee, Sales Fee und Performance Fees.

«Investor»: Ein institutioneller Investor im Sinne des Gesetzes vom 19. Juli 1991, der ein Subscription Agreement unterzeichnet hat.

«Kapitalzusage»: Die durch den Investor gegenüber der Gesellschaft durch Unterzeichnung des Subscription Agreements eingegangene Verpflichtung, den im Subscription Agreement angegebenen Geldbetrag in die Gesellschaft einzuzahlen.

«Nettoinventarwert»: Der gemäß Artikel 12 bestimmte Nettoinventarwert der Gesellschaft.

«Offene Kapitalzusagen»: Der Anteil der Kapitalzusagen der Investoren gemäß dem Subscription Agreement, der noch nicht eingefordert und an die Gesellschaft gezahlt wurde.

«Performance-Fees»: Die von der Gesellschaft unter den Voraussetzungen des gemäß dem Investment Advisory Agreement an den Investment Advisor zu zahlenden Gewinnbeteiligungen.

«Private Placement Prospectus»: Der Private Placement Prospectus der Gesellschaft in seiner jeweils gültigen Fassung.

«Promoter»: SIREO REAL ESTATE ASSET MANAGEMENT GmbH, als die Rechtseinheit, auf deren Veranlassung die Gesellschaft initiiert wird und welche die wesentlichen Vorgaben zur Struktur der Gesellschaft vorgibt.

«Qualifizierte Mehrheit»: Mehr als 75% aller im Umlauf befindlichen Aktien.

«Sales Fee»: Die von der Gesellschaft gemäß dem Investment Advisory Agreement bei dem Verkauf einer Immobilie an den Investment Advisor zu zahlende Gebühr.

«Satzung»: Diese Satzung der Gesellschaft.

«Säumiger Investor»: Ein von der Gesellschaft gemäß Artikel 8 für säumig erklärter Investor.

«Subscription Agreement»: Die zwischen dem Investor und der Gesellschaft geschlossene Vereinbarung, durch die sich der Investor verpflichtet, bis zu einem bestimmten Höchstbetrag Aktien zu zeichnen, wobei dieser Betrag in voller Höhe oder in Teilbeträgen gegen Ausgabe von Aktien an die Gesellschaft zu zahlen ist, wenn der Investor eine Einzahlungsaufforderung erhält, und durch die sich die Gesellschaft ihrerseits verpflichtet, voll eingezahlte Aktien an den Investor auszugeben, soweit die Kapitalzusage des Investors in Anspruch genommen und bezahlt wird.

«Verbundenes Unternehmen»: Bezeichnet in Bezug auf eine Person ein Unternehmen, wenn (i) dieses an der Person unmittelbar oder mittelbar zu mehr als 50% beteiligt ist oder unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss

auf diese Person ausüben kann oder (ii) umgekehrt die Person an dem Unternehmen unmittelbar oder mittelbar zu mehr als 50% beteiligt ist oder auf dieses unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss ausüben kann oder (iii) eine dritte Person sowohl an der Person als auch dem Unternehmen unmittelbar oder mittelbar zu jeweils mindestens mehr als 50% beteiligt ist oder auf beide unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss ausüben kann.

«Vertreter des Anlageausschusses»: Jedes Mitglied des Anlageausschusses.

«Verwaltungsrat»: Der Verwaltungsrat der Gesellschaft.

Titel 1. Name - Geschäftssitz - Laufzeit - Geschäftszweck

Art. 1. Name. Zwischen den Zeichnern und denjenigen, welche Eigentümer von zukünftig ausgegebenen Aktien werden können, besteht eine Aktiengesellschaft («société anonyme») in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital («société d'investissement à capital variable») mit dem Namen SIREO IMMOBILIENFONDS N°5 SICAV.

Art. 2. Geschäftssitz. Geschäftssitz der Gesellschaft ist Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Tochtergesellschaften, Zweigstellen und sonstige Geschäftsstellen können entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden. Der Geschäftssitz kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb Luxemburg-Stadt geändert werden.

Art. 3. Laufzeit. Vorbehaltlich Artikel 32 wird die Gesellschaft für einen Zeitraum von 10 Jahren ab dem 6. Oktober 2007 errichtet. Die Laufzeit der Gesellschaft kann auf Vorschlag des Verwaltungsrats und durch Beschluss der Aktionärsversammlung, der mit Mehrheit von mehr als 75% aller im Umlauf befindlichen Aktien getroffen wird, einmalig um weitere 5 Jahre verlängert werden, so dass die vorgesehene Laufzeit der Gesellschaft maximal 15 Jahre ab dem 6. Oktober 2007 beträgt. Nach Ablauf der 15 Jahre kann die Gesellschaft durch einstimmigen Beschluss der Aktionäre auf bestimmte oder unbestimmte Zeit verlängert werden.

Art. 4. Geschäftszweck. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die direkte oder indirekte Anlage ihres Vermögens über Tochtergesellschaften in Immobilien, mit dem Ziel, den Aktionären Erträge aus der Verwaltung, Bewirtschaftung und Veräußerung der Immobilien zukommen zu lassen. Die Gesellschaft ist befugt, alle Maßnahmen zu ergreifen und Geschäfte abzuschließen, die sie zur Erfüllung und Entwicklung ihres Geschäftszwecks für nützlich hält, soweit dies nach dem Gesetz vom 19. Juli 1991 zulässig ist.

Titel II: Kapital - Aktien - Nettoinventarwert

Art. 5. Kapital

(1) Das Kapital der Gesellschaft besteht aus voll eingezahlten Aktien ohne Nennwert und entspricht jederzeit dem gesamten Nettoinventarwert der Gesellschaft gemäß Artikel 12.

(2) Das Anfangskapital der Gesellschaft beträgt hundertfünfzigtausend Euro (Euro 150,000.-) und besteht aus fünfzehn (15) Aktien ohne Nennwert, welche ganz eingezahlt wurden.

(3) Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1,250,000.-). Das Mindestkapital ist innerhalb von sechs Monaten ab dem Tag der Zulassung der Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen gemäss den luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen zu erreichen.

Art. 6 - Form der Aktien

(1) Die Aktien werden ausschließlich als Namensaktien ausgegeben.

Alle von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien werden im Aktienregister eingetragen, das von der Gesellschaft bzw. von einer oder mehreren von der Gesellschaft ernannten natürlichen oder juristischen Personen geführt wird. Dieses Verzeichnis enthält den Namen von jedem Aktionär, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie seinen Geschäftssitz, den er der Gesellschaft angegeben hat. Die Eintragung der Namen der Aktionäre in das Aktienregister belegt deren Eigentumsrecht an diesen Aktien. Jeder Aktionär erhält schriftlich eine Bestätigung, dass die Aktien auf seinen Namen im Aktienregister eingetragen sind. Die Übertragung einer Aktie erfolgt durch Unterzeichnung einer datierten, schriftlichen Übertragungserklärung durch den Käufer und den Veräußerer, beziehungsweise von diesen bevollmächtigte Personen und die Eintragung ins Aktienregister. Die Gesellschaft kann auch andere Formen des Nachweises für eine Aktienübertragung akzeptieren, wenn sie diese für geeignet hält; auch in diesem Fall ist eine Eintragung in das Aktienregister vorzunehmen.

Die Eintragung in das Aktienregister wird von einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern oder leitenden Angestellten der Gesellschaft bzw. von einer oder mehreren anderen vom Verwaltungsrat entsprechend bevollmächtigten Personen unterzeichnet.

Aktien sind vorbehaltlich der Bestimmungen in Artikel 11 frei übertragbar.

(2) Aktionäre teilen der Gesellschaft eine Anschrift mit, an die alle Mitteilungen und Bekanntmachungen zu senden sind. Diese Anschrift wird ebenfalls ins Aktienregister eingetragen. Falls ein Aktionär die Angabe einer Anschrift unterlässt, kann die Gesellschaft dies im Aktienregister vermerken. In diesem Falle gilt bis zur Angabe einer Anschrift durch den Gesellschafter der Geschäftssitz der Gesellschaft oder eine andere von der Gesellschaft zu bestimmende und ins Aktienregister einzutragende Anschrift als Anschrift des Aktionärs. Ein Aktionär kann seine im Aktienregister eingetragene Anschrift jederzeit durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft ändern.

(3) Falls mehrere Personen als Inhaber einer Aktie eingetragen sind, gilt der im Aktienregister zuerst genannte Inhaber als Vertreter aller Mitinhaber und wird alleine als Inhaber dieser Aktie behandelt, insbesondere ist nur er zum Erhalt von Mitteilungen der Gesellschaft berechtigt.

(4) Die Gesellschaft kann sich für die Ausgabe von Aktienbruchteilen entscheiden. Solche Aktienbruchteile sind nicht stimmberechtigt, berechtigen den Inhaber jedoch anteilmäßig zur Teilhabe am Gesellschaftsvermögen.

Art. 7. Ausgabe und Verkauf von Aktien. Aktien werden nur an institutionelle Investoren im Sinne des Gesetzes vom 19. Juli 1991 ausgegeben, die ein Subscription Agreement unterzeichnet haben. Die Anzahl der Aktionäre darf zu keinem Zeitpunkt 30 übersteigen.

Die Gesellschaft gibt während des Zeitraums, in welchem die Berechnung des Nettoinventarwerts der Gesellschaft gem. Artikel 13 ausgesetzt ist, keine Aktien aus. Wird die Berechnung des Nettoinventarwerts ausgesetzt, nachdem Investoren bereits einer Einzahlungsaufforderung folgeleistend Zahlungen erbracht haben, so werden die Aktien auf Basis des ersten nach Beendigung der Aussetzung berechneten Nettoinventarwerts ausgegeben.

Während der vom Verwaltungsrat festgelegten Erstemissionsphase werden die Aktien der Gesellschaft zu einem von dem Verwaltungsrat bestimmten und im Private Placement Prospectus veröffentlichten Preis ausgegeben. Gibt die Gesellschaft nach Ablauf der Emissionsphase Aktien aus, entspricht der Preis dem Nettoinventarwert je Aktie, der gemäß Artikel 12 am Bewertungstag gemäß den vom Verwaltungsrat jeweils festgelegten Grundsätzen berechnet wird.

Der Verwaltungsrat kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder leitenden Angestellten der Gesellschaft bevollmächtigen, Zeichnungen anzunehmen, Zahlungen für neu auszugebende Aktien entgegenzunehmen und die Aktien zuzustellen.

Art. 8. Säumiger Investor. Zahlt ein Investor innerhalb des vom Verwaltungsrat festgelegten Zeitraums entgegen seiner Kapitalzusage nicht, obwohl ihm eine entsprechende schriftliche Einzahlungsaufforderung an die im Subscription Agreement (beziehungsweise im Aktienregister) verzeichnete Anschrift zugesandt wurde, kann die Gesellschaft den betreffenden Investor zum Säumigen Investor erklären, mit der Folge, dass:

a) von dem Säumigen Investor die Zahlung einer Entschädigung an die Gesellschaft in Höhe von 10% seiner gesamten Kapitalzusage gefordert wird; und

b) Ausschüttungen an den Säumigen Investor aufgerechnet oder zurückgehalten werden, bis alle der Gesellschaft geschuldeten Beträge von ihm vollständig eingezahlt sind.

Daneben kann der Verwaltungsrat auf Empfehlung des Anlageausschusses (in dem Aktionäre aus der Aktionärsgruppe des Säumigen Investors insoweit kein Stimmrecht haben) folgende Maßnahmen ergreifen:

1) Zwangsrücknahme der Aktien des Säumigen Investors durch die Gesellschaft gegen Zahlung eines Betrags in Höhe von 90% des Nettoinventarwerts der betroffenen Aktien bzw. (falls dieser Betrag niedriger ist) 90% des ursprünglichen Ausgabepreises dieser Aktien an den betreffenden Aktionär, wobei der Rücknahmepreis erst im Zeitpunkt der Beendigung der Gesellschaft ausgezahlt wird;

2) Einräumung des Rechts an die Nicht-Säumigen Investoren, die Aktien des Säumigen Investors anteilig zu einem Preis in Höhe von 90% des Nettoinventarwerts der maßgeblichen Aktien zu kaufen, nachdem die Gesellschaft die Aktien zurückgekauft hat;

3) Kündigung oder Verringerung der Kapitalzusage des Säumigen Investors; oder

4) Ausschöpfung aller sonstigen durch die Rechtsordnung zur Verfügung gestellten Möglichkeiten.

Den Aktionären kann eine weitere Einzahlungsaufforderung zugesandt werden, um den durch den Säumigen Investor entstandenen Ausfall auszugleichen (wobei diese nicht die Offene Kapitalzusage der jeweiligen Aktionäre überschreiten darf), und durch Beschluss der Aktionäre mit Qualifizierter Mehrheit können neue Investoren zur Gesellschaft zugelassen werden, welche an Stelle des Säumigen Investors Einzahlungen zu leisten haben.

Art. 9. Rücknahme von Aktien, Rücknahmeaufschub, Aussetzung der Rücknahme

(1) Jeder Aktionär kann verlangen, dass ihm gegen Rückgabe von Aktien sein Anteil am Gesellschaftsvermögen aus diesem ausgezahlt wird.

(2) Verlangt der Aktionär, dass ihm gegen Rückgabe von Aktien sein Anteil am Gesellschaftsvermögen ausgezahlt wird, so kann die Gesellschaft die Rückzahlung bis zum Ablauf eines Jahres nach Vorlage der Aktien zur Rücknahme verweigern, wenn die Bankguthaben und der Erlös aus Barmitteln, Geldmarktinstrumenten und börsennotierten Wertpapieren («Liquide Mittel») zur Zahlung des Rücknahmepreises und zur Sicherstellung einer ordnungsgemäßen laufenden Bewirtschaftung nicht ausreichen oder nicht sogleich zur Verfügung stehen.

Reichen nach Ablauf dieser Frist die liquiden Mittel nicht aus, so sind Vermögensgegenstände der Gesellschaft zu veräußern. Bis zur Veräußerung dieser Vermögensgegenstände zu angemessenen Bedingungen, längstens jedoch zwei Jahre nach Vorlage von Aktien zur Rücknahme, kann die Gesellschaft die Rücknahme verweigern. Nach Ablauf dieser Frist kann die Gesellschaft Vermögensgegenstände ohne Beachtung der Beleihungsgrundsätze und über den im Privat Placement Prospectus genannten Fremdkapitalanteil von circa 60% hinaus, höchstens jedoch bis zu 75% des Wertes aller Immobilien der Gesellschaft, beleihen, um die Mittel zur Rücknahme der Aktien zu beschaffen. Sie ist verpflichtet, Belastungen, soweit diese die im Privat Placement Prospectus genannte Belastungsgrenze überschreiten, abzulösen, sobald dies zu angemessenen Bedingungen möglich ist. Wird die Rücknahme nach den Vorschriften dieses Absatzes aufgeschoben, so ist der Rücknahmepreis zum Zeitpunkt der tatsächlich durchgeführten Rücknahme zu bestimmen.

Der Rücknahmepreis je Aktie entspricht bei jeder Rücknahme dem Nettoinventarwert je Aktie abzüglich einer ggf. durch den Verwaltungsrat bestimmten Rücknahmegebühr.

(3) Die Gesellschaft darf die Rücknahme der Aktien aussetzen, wenn außergewöhnliche Umstände gemäß Artikel 13 vorliegen, die eine Aussetzung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre erforderlich erscheinen lassen. Solange die Rücknahme ausgesetzt ist, dürfen keine Aktien ausgegeben werden. Die Gesellschaft wird der CSSF die Entscheidung zur Aussetzung der Rücknahme unverzüglich anzeigen. Die Gesellschaft wird die Aktionäre durch eine schriftliche Bekanntmachung an die im Aktienregister angegebene Anschrift über die Aussetzung und die Wiederaufnahme der Rücknahme der Aktien unterrichten. Falls ein Rücknahmeantrag gestellt wurde, welcher bis zum Datum der Wiederaufnahme der Rücknahme der Aktien nicht schriftlich bei der Gesellschaft widerrufen wurde, wird der Antrag gemäß den geltenden Bestimmungen abgerechnet.

(4) Aktien die zurückgekauft wurden, werden annulliert.

(5) Der Rücknahmepreis je Aktie wird innerhalb von dreißig Bankarbeitstagen nach der tatsächlich durchgeführten Rücknahme gezahlt.

Art. 10. Beschränkungen des Eigentums an Aktien. Die Gesellschaft kann das Eigentum an Aktien personenbezogen beschränken oder verhindern, wenn das Eigentum nach Ansicht des Verwaltungsrats der Gesellschaft schaden könnte oder einen Verstoß gegen luxemburgische oder ausländische Gesetze oder Rechtsvorschriften darstellen könnte oder wenn die Gesellschaft hierdurch den Gesetzen (beispielsweise den Steuergesetzen) eines anderen Staates als Luxemburg unterworfen sein könnte.

Insbesondere kann der Verwaltungsrat das Eigentum von US-Personen und Nicht-Institutionellen Investoren (jeweils im Sinne der in diesem Artikel verwendeten Definition) beschränken und die Gesellschaft kann zu diesem Zweck:

a) die Ausgabe von Aktien bzw. die Eintragung einer Übertragung von Aktien verweigern, wenn es Anhaltspunkte gibt, dass diese Eintragung bzw. Übertragung dazu führt, dass US-Personen oder Nicht-institutionelle Investoren rechtliches oder wirtschaftliches Eigentum an Aktien erwerben; und

b) von einer Person, deren Name im Aktienregister eingetragen ist, bzw. einer Person, die sich um die Eintragung der Übertragung von Aktien ins Aktienregister bemüht, verlangen, dass sie der Gesellschaft jegliche Informationen beibringt - und deren Richtigkeit an Eides Statt versichert -, die die Gesellschaft für notwendig hält, um entscheiden zu können, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Aktien dieses Aktionärs bei einer US-Person oder einem Nicht-institutionellen Investor liegt oder ob sich aus der betreffenden Eintragung ein wirtschaftliches Eigentum von US-Personen bzw. nicht-institutionellen Investoren ergeben würde; und

c) von einem Aktionär verlangen, seine Aktien zu verkaufen und der Gesellschaft innerhalb von zwanzig Bankarbeitstagen den entsprechenden Verkauf nachzuweisen, wenn der Verwaltungsrat Anhaltspunkte dafür hat, dass eine US-Person oder ein Nicht-institutioneller Investor entweder alleine oder in Verbindung mit einer anderen Person der wirtschaftliche Eigentümer von Aktien ist. Hält der betreffende Aktionär sich nicht an diese Anweisung, kann die Gesellschaft zwangsweise alle von diesem Aktionär gehaltenen Aktien zurücknehmen oder den Zwangsverkauf durch diesen Aktionär verlangen, und zwar auf folgende Art und Weise:

(i) Der Verwaltungsrat stellt dem Aktionär, der solche Aktien hält bzw. im Aktienregister als Eigentümer der zu kaufenden Aktien eingetragen ist, eine zweite Mitteilung zu (nachstehend «Kaufmitteilung» genannt), in der die wie oben ausgeführt zu kaufenden Aktien und die Berechnungsweise des Kaufpreises angegeben sind. Jede dieser Mitteilungen kann dem Aktionär zugesandt werden, indem sie an die im Aktienregister der Gesellschaft eingetragene Anschrift des betreffenden Aktionärs adressiert werden. Mit Ablauf des Tages, der in der Kaufmitteilung angegeben wird, endet die Eigentümerstellung des Aktionärs hinsichtlich der in dieser Mitteilung angegebenen Aktien, und sein Name wird aus dem Aktienregister gestrichen.

(ii) Der für jede Aktie zu zahlende Preis (nachstehend «Kaufpreis» genannt), entspricht dem gemäß Artikel 12 berechneten Nettoinventarwert je Aktie am Bewertungstag, der dem vom Verwaltungsrat für die Rücknahme der Aktien bestimmten Zeitpunkt der Kaufmitteilung unmittelbar vorangeht, abzüglich der in Artikel 12 vorgesehenen Kosten und Gebühren.

(iii) Der Kaufpreis wird dem früheren Eigentümer der betreffenden Aktien normalerweise in Euro gezahlt und wird nach der endgültigen Bestimmung des Kaufpreises zur Zahlung an den betreffenden Eigentümer bei einer Bank in Luxemburg oder an einem anderen, in der Kaufmitteilung bestimmten, Ort hinterlegt. Mit Zugang der Kaufmitteilung verliert der frühere Eigentümer, mit Ausnahme des Rechts auf Erhalt des unverzinsten Kaufpreises von der betreffenden Bank, jegliche Rechte an diesen Aktien sowie jegliche Rechte und Ansprüche gegen die Gesellschaft und hinsichtlich deren Vermögens. Alle einem Aktionär gemäß diesem Artikel gegen die Gesellschaft zustehenden Forderungen, die nicht innerhalb einer Frist von fünf Jahren ab dem in der Kaufmitteilung angegebenen Datum geltend gemacht werden, fallen an die Gesellschaft zurück und können nicht mehr geltend gemacht werden. Der Verwaltungsrat ist dazu ermächtigt, jeweils alle zur Vollendung des Heimfalls notwendigen Schritte zu unternehmen, und diese Maßnahmen im Namen der Gesellschaft zu genehmigen.

(iv) Die Ausübung der in diesem Paragraphen der Gesellschaft eingeräumten Rechte kann nicht mit der Begründung angezweifelt oder für unwirksam erklärt werden, dass das Eigentum einer Person an Aktien ungenügend nachgewiesen wurde oder dass das Eigentum an den Aktien tatsächlich von jemand anderem gehalten wurde, als von der Gesellschaft am Tag der Kaufmitteilung angenommen, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft in gutem Glauben gehandelt hat.

Der in diesen Paragraphen verwendete Begriff «US-Person» steht für Staatsbürger der USA oder Personen mit ständigem Wohnsitz in den USA bzw. nach den Gesetzen von US-Bundesstaaten, Territorien oder Besitzungen der USA gegründete Kapital- oder Personengesellschaften oder Nachlassvermögen bzw. Trusts außer Nachlässen bzw. Treuhandverhältnissen, deren Einkommen aus Quellen außerhalb der USA bei der Berechnung des Bruttoeinkommens für US-Einkommensteuerzwecke nicht berücksichtigt wird, oder jegliche Firmen, Gesellschafter oder andere Rechtsgebilde - unabhängig von Nationalität, Domizil, Standort und Geschäftssitz -, wenn gemäß dem jeweils geltenden Einkommensteuerrecht der USA deren Besitz einer oder mehreren US-Personen bzw. in der unter dem US-Securities Act von 1933 erlassenen Regulation S oder dem US-Internal Revenue Code von 1986 in seiner jeweils letzten Fassung als «US-Personen» definierten Personen zugeschrieben wird.

Der Begriff «US-Person» schließt weder die Zeichner von Aktien, die bei Gründung der Gesellschaft ausgegeben werden, ein, solange diese Zeichner diese Aktien halten, noch die Wertpapierhändler, die Aktien im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien durch die Gesellschaft zu Vertriebszwecken erwerben.

Der Begriff «Nicht-Institutioneller Investor», so wie in dieser Satzung verwendet, umfasst alle natürlichen und juristischen Personen, die nicht als «Institutionelle Investoren» im Sinne des Gesetzes vom 19. Juli 1991 über Organismen zur gemeinsamen Anlage in Aktien, die nicht bei Privatanlegern platziert werden sollen, gelten können.

Personen, die Aktien an der Gesellschaft halten, verpflichten sich, ihre Aktien weder an US-Personen noch an Nicht-Institutionelle Investoren zu verkaufen oder zu übertragen.

Art. 11. Übertragung von Aktien

(1) Eine Verfügung über Aktien bedarf nicht der Zustimmung der übrigen Aktionäre. Aktien können lediglich an institutionelle Investoren übertragen werden. Verfügung ist insbesondere der Verkauf, der Tausch, die Übertragung, der Transfer und die Abtretung von Aktien. Jegliche (subsidiäre) Haftung für ausstehende Kapitaleinzahlungen oder andere Beträge durch den Aktionär nach Verfügung über die Aktien ist ausgeschlossen (keine gesamtschuldnerische Haftung von Veräußerer und Erwerber). Derartige Verpflichtungen gehen mit schuldbefreiender Wirkung für den Veräußerer auf den Erwerber über.

(2) Eine Verfügung ist grundsätzlich nur möglich, wenn es sich beim Erwerber der Aktien um institutionelle Investoren handelt. Hierzu gehören unter anderem Versicherungen, Sozialversicherungsträger, Pensionsfonds, Pensionskassen, Kapitalanlagegesellschaften, Stiftungen sowie Kreditinstitute. Andere potentielle Erwerber können akzeptiert werden, sofern sie über die entsprechende Bonität (Investmentgrade-Rating) oder über ausreichende geeignete Sicherheiten verfügen und als «Institutionelle Investoren» im Sinne des Gesetzes vom 19. Juli 1991 qualifizieren.

(3) Für den Fall der Verfügung über Aktien wird den übrigen Aktionären ein Vorkaufrecht eingeräumt. Vor jeder Verfügung gemäß dem in Absatz 5 näher beschriebenen Verfahren über Aktien hat der Verfügende die in Rede stehenden Aktien zu den gleichen Bedingungen den übrigen Aktionären anzubieten und/oder den übrigen Aktionären die Möglichkeit einzuräumen, selbst einen neuen Aktionär für die Aktien zu bestimmen. Sofern die Aktionäre von diesem Angebot nicht binnen zwei Monaten Gebrauch machen, kann die Veräußerung an den von dem Veräußernden bestimmten Dritten erfolgen.

(4) Soweit und solange Aktien zum Sicherungsvermögen eines Aktionärs gehören, darf über diese Aktien nur mit vorheriger schriftlicher Zustimmung des gemäß § 70 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes bestellten Treuhänders oder seines Stellvertreters verfügt werden.

(5) Ein Aktionär (nachstehend «Verkaufender Aktionär» genannt), der einige oder sämtliche von ihm gehaltene Aktien (nachstehend «Angebotene Aktien» genannt) an einen anderen Aktionär oder einen Dritten (nachstehend «Dritter» genannt) verkaufen will, muss dem Verwaltungsrat diese Tatsache mitteilen und Einzelheiten zu den angebotenen Aktien (insbesondere Kaufpreis je Aktie, Zahl der Angebotenen Aktien) angeben, wobei die Bedingungen dieses Angebots bei Annahme endgültig und bindend sein müssen. Der Verwaltungsrat bietet die angebotenen Aktien innerhalb von zehn Bankarbeitstagen nach Erhalt dieser Mitteilung im Verhältnis zur von jedem Aktionär gehaltenen jeweiligen Anzahl von Aktien den anderen Aktionäre an. Die Angebotenen Aktien werden zu einem Preis je Aktie und zu denselben Bedingungen angeboten, wie sie der Dritte angeboten hatte (nachstehend «Vereinbarte Bedingungen» genannt), und das Angebot steht über einen Zeitraum von zwanzig Bankarbeitstagen zur Annahme offen (nachstehend «Annahmezeitraum» genannt).

a) Bei Annahme eines Angebots teilt jeder Aktionär dem Verwaltungsrat die Anzahl der Angebotenen Aktien mit, für die er das Angebot annimmt, und ob er willens ist, weitere Angebotene Aktien zu kaufen und wie viele, falls nicht alle anderen Aktionäre das Angebot annehmen.

b) Falls nicht alle Aktionäre das Angebot vollständig annehmen, werden die überschüssigen Angebotenen Aktien an die Aktionäre verkauft, die gemäß Punkt a) im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Aktien ihre Bereitschaft bekundet haben, weitere Angebotene Aktien zu kaufen. Wenn nur ein Aktionär das Angebot annimmt, können alle Angebotenen Aktien an diesen Aktionär verkauft werden.

c) Der Verwaltungsrat benachrichtigt spätestens fünf Bankarbeitstage nach dem Ende des Annahmezeitraums den Verkaufenden Aktionär über die Anzahl der Angebotenen Aktien, zu deren Kauf sich die anderen Aktionäre verpflichtet haben. Der Verkaufende Aktionär verkauft dementsprechend diese Anzahl von Angebotenen Aktien an die anderen Aktionäre und kann die restlichen Angebotenen Aktien an den Dritten verkaufen, vorausgesetzt, dass dieser Verkauf innerhalb von zwanzig Bankarbeitstagen nach dem Annahmezeitraum für die anderen Aktionäre und gemäß den Vereinbarten Bedingungen erfolgt.

d) Solange ein Aktionär noch ausstehende Verpflichtungen gemäß dem Subscription Agreement zu erfüllen hat, können Verkauf, Abtretung oder Übertragung der von dem betreffenden Aktionär gehaltenen Aktien nicht rechtswirksam werden, sofern der jeweilige Übertragungsempfänger oder Zessionar sich nicht schriftlich verpflichtet, die Bedingungen des Subscription Agreements einzuhalten, indem er eine Beitrittsurkunde ausfertigt.

(6) Für die Einräumung, Abtretung, Verpfändung oder Gewährung von Sicherheiten an Aktien gelten die vorstehenden Vorschriften entsprechend.

Art. 12. Berechnung des Nettoinventarwerts je Aktie

(1) Der Nettoinventarwert je Aktie wird in Euro ausgewiesen und zu jedem Bewertungstag bestimmt. Der Nettoinventarwert je Aktie wird ermittelt, indem der Nettoinventarwert der Gesellschaft (berechnet als Wert des Vermögens abzüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft am jeweiligen Bewertungstag) durch die Anzahl der zu diesem Zeitpunkt in Umlauf befindlichen Aktien geteilt wird. Der Nettoinventarwert je Aktie kann auf Anweisung des Verwaltungsrats auf den nächsten vollen Euro-Betrag auf- oder abgerundet werden. Die Veröffentlichung des Nettoinventarwerts erfolgt gemäß dem mit der Verwaltungsstelle abgeschlossenen Vertrag.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, für den Fall, dass seit der letzten Berechnung des Nettoinventarwerts der Aktien eine wesentliche Änderung in Bezug auf einen wesentlichen Teil der von der Gesellschaft gehaltenen Anlagen eingetreten ist, die erste Bewertung aufzuheben und nach Treu und Glauben eine zweite Bewertung durchzuführen.

(2) Die Vermögenswerte der Gesellschaft bestehen aus:

- a) auf den Namen der Gesellschaft eingetragenes Grundvermögen und grundstücksgleichen Rechten;
- b) Gesellschaftsanteilen;
- c) Barguthaben und sonstigen flüssigen Mitteln, einschließlich darauf aufgelaufener Zinsen;
- d) Geldmarktpapieren;
- e) von der Gesellschaft gehaltenen Aktien und sonstigen Wertpapieren;

f) Dividenden und Dividendenansprüchen, soweit der Gesellschaft hierüber ausreichende Informationen vorliegen;
g) Zinsen, die auf im Eigentum der Gesellschaft befindliche Einlagen aufgelaufen sind, soweit diese nicht im Kapitalbetrag dieses Vermögensgegenstandes enthalten oder ausgewiesen sind;

h) nicht abgeschriebenen Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und die Platzierung der Aktien;

i) sämtlichen sonstigen Vermögenswerten jeglicher Art, einschließlich getätigter Anzahlungen.

Diese Vermögensanlagen werden wie folgt bewertet:

1) Immobilienvermögen wird unter Berücksichtigung des Wertzuwachses der Vermögensgegenstände zum geschätzten Marktwert auf konsolidierter Konzernbasis bewertet;

2) der Wert von Kassenbeständen oder Bareinlagen, Wechseln und Zahlungsaufforderungen sowie Forderungen aus Lieferungen und Leistungen, aktivischen Rechnungsabgrenzungsposten, Bardividenden und Zinserträgen, die beschlossen oder wie vorgenannt aufgelaufen, aber noch nicht eingegangen sind, werden in voller Höhe berücksichtigt, es sei denn, es ist unwahrscheinlich, dass diese Beträge gezahlt werden oder eingehen, in welchem Falle ihr Wert mit einem jeweils für angemessen gehaltenen Abschlag festgelegt wird, um ihren tatsächlichen Wert wieder zu geben;

3) bei Geldmarktpapieren wird ausgehend vom Nettoerwerbskurs und unter Beibehaltung der sich daraus ergebenden Rendite der Bewertungskurs sukzessive dem Rücknahmekurs angeglichen. Bei wesentlichen Änderungen der Marktverhältnisse erfolgt eine Anpassung der Bewertungsgrundlage der einzelnen Anlagen an die neuen Markttrenditen;

4) an einer Börse notierte oder in einem anderen Geregelten Markt gehandelte Wertpapiere werden aufgrund des letzten verfügbaren Kurses bewertet;

5) Wertpapiere, die nicht an einer Börse notiert sind oder in einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden, werden auf der Grundlage ihres vermutlichen Verkaufspreises bewertet, der vom Verwaltungsrat nach vernünftigen Erwägungen und in gutem Glauben ermittelt wird.

Alle anderen Wertpapiere und sonstigen Vermögenswerte, beschränkt übertragbare Wertpapiere und Wertpapiere, für die keine Marktnotierung vorhanden ist, werden aufgrund von Notierungen von Händlern oder von einem vom Verwaltungsrat genehmigten Kursservice bewertet oder in dem Umfang, in dem diese Preise nicht dem Verkehrswert zu entsprechen scheinen, mit ihrem marktgerechten Wert, der in gutem Glauben entsprechend den vom Verwaltungsrat bestimmten Verfahren ermittelt wird, angesetzt.

Für die Ermittlung des Werts von (i) im Namen der Gesellschaft oder eine ihrer mehrheitlich gehaltenen Tochtergesellschaften eingetragenes Grundvermögen und grundstücksgleichen Rechten und (ii) direkte oder indirekte Anteile der Gesellschaft in Immobiliengesellschaften, ernannt die Gesellschaft einen oder mehrere Immobiliensachverständige. Der Verwaltungsrat kann nach bestem Wissen und Gewissen auf Grundlage objektiver Anhaltspunkte von diesen Bewertungen abweichen, wenn dies im Interesse der Gesellschaft und ihrer Aktionäre liegt.

Der Wert der mehrheitlich gehaltenen Tochtergesellschaften beruht auf der Bewertung der Immobilien durch den Immobiliensachverständigen und wird von einer anerkannten, von der Gesellschaft bestellten Wirtschaftsprüfungsgesellschaft ermittelt.

Die Bewertung ist am Ende des Geschäftsjahres durchzuführen. Der zum Abschluss eines Geschäftsjahres festgestellte Wert wird während des darauf folgenden Geschäftsjahres verwendet, sofern keine Änderung der allgemeinen wirtschaftlichen Lage oder des Zustandes der Immobilie eine Neubewertung erfordert, die dann zu denselben Bedingungen wie die jährliche Bewertung durchzuführen ist.

Der Wert von nicht in Euro ausgewiesenen Vermögenswerten und Verbindlichkeiten wird zu dem in Luxemburg am jeweiligen Bewertungstag gültigen Wechselkurs in Euro umgerechnet. Sollten diese Notierungen nicht verfügbar sein, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben durch den Verwaltungsrat oder gemäß dem von ihm festgelegten Verfahren bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann in seinem Ermessen die Verwendung einer anderen Bewertungsmethode gestatten, wenn er der Meinung ist, dass diese Bewertung den Verkehrswert eines Vermögenswerts der Gesellschaft besser reflektiert. Diese Methode wird dann durchgehend angewendet. Die Zentralverwaltung kann sich auf diese von der Gesellschaft zum Zwecke der Berechnung des Nettoinventarwerts genehmigten Abweichungen stützen.

(3) Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

a) Darlehensverbindlichkeiten und andere Verbindlichkeiten für aufgenommenes Fremdkapital (einschließlich wandelbarer Schuldtitel, Wechsel und zu zahlender Abrechnungen);

b) sämtliche auf diese Darlehen oder andere Verbindlichkeiten für aufgenommenes Fremdkapital aufgelaufene Zinsen (einschließlich aufgelaufener Gebühren für die Kreditbereitstellung);

c) sämtliche aufgelaufenen oder zahlbaren Aufwendungen (einschließlich Verwaltungskosten, Beratungsgebühren, Erfolgshonorare, Gebühren der Depotbank und der Zentralverwaltung);

d) alle bekannten derzeitigen und künftigen Verbindlichkeiten, einschließlich aller fälligen vertraglichen Verpflichtungen für Zahlungen von Geldern oder Vermögensgegenständen, einschließlich des Betrages aller unbezahlter, von der Gesellschaft ausgewiesener Ausschüttungen;

e) angemessene Rückstellungen für künftige Steuern, die auf dem Vermögen und Einkommen bis zum Bewertungstag basieren, und gegebenenfalls andere, vom Verwaltungsrat genehmigte und gebilligte Rücklagen sowie gegebenenfalls einen Betrag, den der Verwaltungsrat als eine angemessene Rücklage in Bezug auf eventuelle Verbindlichkeiten der Gesellschaft ansieht;

f) Kosten für die Verwaltung und die Bewirtschaftung der Immobilien soweit nicht auf den Mieter umlegbar;

g) alle anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft jeglicher Art, die in Übereinstimmung mit luxemburgischem Recht ausgewiesen werden.

Bei der Festlegung der Höhe dieser Verbindlichkeiten berücksichtigt die Gesellschaft sämtliche von dieser zu zahlenden Aufwendungen. Eine beispielhafte Aufzählung von Aufwendungen der Gesellschaft ist in Artikel 22 enthalten.

Die Gesellschaft kann regelmäßig wiederkehrende Verwaltungs- und sonstige Kosten auf Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche und andere Perioden im Voraus ansetzen.

(4) Im Sinne dieses Artikel 12 gilt:

a) Aktien, welche gemäss Artikel 8 zurückgekauft werden sollen, gelten als im Umlauf befindlich und werden solchermaßen in den Büchern geführt bis unmittelbar nach dem durch den Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt zum entsprechenden Bewertungstag, und von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung gilt der Rückkaufpreis als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft.

b) Von der Gesellschaft auszugebende Aktien werden vom Ausgabedatum an als im Umlauf befindlich behandelt.

c) Sämtliche Investitionen, Festgelder und andere Vermögensgegenstände, die in anderen Währungen als der Nettoinventarwert der Gesellschaft ausgewiesen werden, werden bewertet, nachdem der zum Zeitpunkt der Festlegung des Nettoinventarwerts der Aktien gültige Marktkurs oder Wechselkurs berücksichtigt wurde.

d) Wenn sich die Gesellschaft an einem Bewertungstag verpflichtet hat,

(i) Vermögensgegenstände zu kaufen, wird der Betrag, der für diesen Vermögenswert zu bezahlen ist, als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen, und der Wert des zum Kauf anstehenden Vermögensgegenstandes wird als ein Vermögensgegenstand der Gesellschaft ausgewiesen;

(ii) Vermögensgegenstände zu verkaufen, wird der Betrag, den die Gesellschaft für diesen Vermögensgegenstand erhält, als ein Vermögensgegenstand der Gesellschaft ausgewiesen, und der zu liefernde Vermögensgegenstand wird nicht in die Vermögensgegenstände der Gesellschaft aufgenommen, es sei denn, dass der genaue Wert oder die Natur dieser Gegenleistung an dem jeweiligen Bewertungstag unbekannt ist; in diesem Fall wird deren Wert von der Gesellschaft geschätzt. Jedoch gelten bei Käufen und Verkäufen von Vermögensgegenständen an einem Geregelten Markt die in diesem Punkt d) genannten Grundsätze ab dem Bankarbeitstag nach dem Abschluss des jeweiligen Kaufs oder Verkaufs (d.h. dem Tage an dem der jeweilige Broker die Order für den Kauf oder Verkauf ausführt).

Art. 13. Häufigkeit und vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts je Aktie und der Ausgabe von Aktien. Die Gesellschaft (oder ein von ihr ernannter Vertreter) errechnet den Nettoinventarwert je Aktie unter der Verantwortlichkeit des Verwaltungsrats. Die Berechnung erfolgt an jedem Bewertungstag, der mindestens einmal jährlich zum Ende des Geschäftsjahrs der Gesellschaft sowie darüber hinaus an jedem Tag, an dem der Verwaltungsrat in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen die Preisfestsetzung einer Ausgabe von Aktien genehmigt oder die Rücknahme von Aktien erlaubt, stattfindet. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Festlegung des Nettoinventarwerts je Aktie und die Ausgabe ihrer Aktien während folgender Zeiten auszusetzen:

a) während eines Zeitraums, in dem aufgrund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder geldpolitischer Ereignisse oder von vom Verwaltungsrat nicht zu vertretender Umstände oder aufgrund gewisser auf dem Immobilienmarkt bestehender Umstände die Veräußerung der im Eigentum der Gesellschaft befindlichen Vermögenswerte ohne ernsthafte nachteilige Auswirkungen auf die Interessen der Aktionäre nicht durchführbar ist, oder wenn nach Meinung des Verwaltungsrats die Ausgabe-, Verkaufs- und/ oder Rücknahmepreise nicht gerecht kalkuliert werden können; oder

b) während eines Ausfalls der üblicherweise für die Preisfestsetzung eines Vermögenswerts der Gesellschaft angewandten Kommunikationsmittel, oder wenn der Wert eines Vermögensgegenstandes der Gesellschaft, der für die Festlegung des Nettoinventarwerts (wobei der Verwaltungsrat die Wichtigkeit in seinem alleinigen Ermessen bestimmt) von größter Wichtigkeit ist, nicht so schnell oder genau wie nötig festgelegt werden kann; oder

c) während eines Zeitraums, in dem der Wert einer (direkten oder indirekten) Tochtergesellschaft der Gesellschaft nicht genau bestimmt werden kann; oder

d) während eines Zeitraums, in dem die Überweisungen von Barmitteln im Zusammenhang mit der Realisierung oder Akquisition von Investitionen nach Meinung des Verwaltungsrats nicht zu normalen Wechselkursen durchgeführt werden kann; oder

e) während eines jeden Zeitraums, in dem die großen Märkte oder anderen Börsen, an denen ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft notiert ist, geschlossen sind (aus anderen Gründen als wegen der üblichen Feiertage) oder während eines Zeitraums, in dem der Handel an diesen Märkten oder Börsen beschränkt ist oder eingestellt wurde; oder

f) bei Einberufung einer Aktionärsversammlung zum Zwecke der Beschlussfassung, die Gesellschaft aufzulösen; oder

g) wenn die Preise für Investitionen aus anderen Gründen nicht umgehend oder genau zu bestimmen sind.

Die Gesellschaft informiert die Aktionäre über diese Aussetzungen und unterrichtet die Investoren, die einen Antrag auf die Zeichnung von Aktien gestellt haben, dementsprechend.

Titel III: Verwaltung und Überwachung

Art. 14. Verwaltungsratsmitglieder. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens drei und höchstens sechs Mitgliedern zusammensetzt. Die Verwaltungsratsmitglieder müssen keine Aktionäre der Gesellschaft sein. Die Amtszeit der Verwaltungsratsmitglieder beträgt grundsätzlich fünf Jahre. Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Aktionären, die auch die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder und deren Bezüge bestimmen, bei der Aktionärsversammlung mit Qualifizierter Mehrheit gewählt. Die Verwaltungsratsmitglieder können durch einen mit Stimmenmehrheit der bei einer Aktionärsversammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gefassten Beschluss jederzeit aberufen werden.

Sollte die Position eines Verwaltungsratsmitglieds wegen eines Todesfalls, eines Rücktritts oder aus einem anderen Grund vakant sein, kann diese Position vorübergehend von den restlichen Mitgliedern des Verwaltungsrats gefüllt werden. Die Wahl eines neuen Verwaltungsratsmitglieds erfolgt sodann bei der nächsten Aktionärsversammlung.

Art. 15. Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden wählen. Der Vorsitzende kann einen Schriftführer ernennen, der kein Mitglied des Verwaltungsrats sein muss und welcher die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Aktionärsversammlungen ver-

fasst und für die Aufbewahrung sorgt. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei seiner Mitglieder einberufen; er tagt an dem in der Einladung angegebenen Ort.

Im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden werden dessen Aufgaben und Rechte durch den stellvertretenden Vorsitzenden wahrgenommen. Ist dieser abwesend, so entscheiden die Verwaltungsratsmitglieder durch Stimmmehrheit, dass ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats den Vorsitz für diese Sitzung übernimmt.

Beschlüsse des Verwaltungsrats werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Im Falle einer Stimmgleichheit hat der Vorsitzende die ausschlaggebende Stimme.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich eines Generaldirektors und stellvertretenden Generaldirektors sowie andere leitende Angestellte ernennen, die die Gesellschaft für die Geschäftstätigkeit und die Leitung der Gesellschaft für notwendig erachtet. Der Verwaltungsrat kann diese Ernennungen jederzeit rückgängig machen. Bei den leitenden Angestellten muss es sich nicht um Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre der Gesellschaft handeln. Die leitenden Angestellten haben die ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Rechte und Pflichten.

Alle Verwaltungsratsmitglieder erhalten spätestens drei Bankarbeitstage vor dem für eine Sitzung angesetzten Datum eine schriftliche Mitteilung, außer bei Gefahr im Verzug, wobei dann die Umstände, woraus sich die besondere Dringlichkeit ergibt, in der Einberufungsmittteilung anzugeben sind. Auf die Notwendigkeit einer Mitteilung kann per Telefax oder ein anderes gleichwertiges Kommunikationsmittel verzichtet werden. Sofern ein Verwaltungsratsbeschluss über Zeit und Ort von Verwaltungsratssitzungen vorliegt, erübrigt sich eine gesonderte Mitteilung.

Verwaltungsratsmitglieder können sich untereinander per Telefax oder ein gleichwertiges Kommunikationsmittel Vertretungsmacht für Verwaltungsratssitzungen erteilen. Mehrfachvertretung ist zulässig. Die Teilnahme an Verwaltungsratssitzungen durch Konferenzschaltungen oder ähnliche kommunikationstechnische Einrichtungen, bei denen eine gegenseitige Verständigung aller Teilnehmer gewährleistet ist, ist zulässig. Teilnehmer, welche solchermaßen der Sitzung beigewohnt haben, werden als persönlich anwesend gezählt.

Die Verwaltungsratsmitglieder können nur im Rahmen von ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch ihre Einzelunterschriften verpflichten, außer ein Verwaltungsratsbeschluss hat sie speziell dazu ermächtigt. Der Verwaltungsrat ist nur beratungs- und beschlussfähig, wenn mindestens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten ist, die der Verwaltungsrat gemäß Geschäftsordnung oder Beschluss festgelegt hat.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden in Protokollen festgehalten, die vom Vorsitzenden unterzeichnet werden. Abschriften der oder Auszüge aus diesen Protokollen, die in Rechtsstreitigkeiten oder an anderer Stelle vorgelegt werden, bedürfen ggf. der Unterschrift des Vorsitzenden, des stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern.

Schriftliche, von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigte und unterzeichnete Beschlüsse haben dieselbe Rechtswirksamkeit wie Beschlüsse, die bei der Verwaltungsratssitzung durch Stimmenabgabe gefasst wurden. Jedes Verwaltungsratsmitglied genehmigt einen solchen Beschluss per Telefax oder ein gleichwertiges Kommunikationsmittel. Einer besonderen Protokollierung bedarf es im Falle der schriftlichen Beschlussfassung nicht, da dem schriftlichen Beschluss insoweit die gleiche Beweiskraft zukommt wie einem Protokoll.

Art. 16. Befugnisse des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat hat die umfassende Befugnis, sämtliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen innerhalb des Gesellschaftszweckes und im Rahmen der Anlagepolitik gemäss Artikel 19 im Namen der Gesellschaft vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, die nicht gemäß anwendbarem Recht oder dieser Satzung der Aktionärsversammlung vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrats.

Der Verwaltungsrat kann insbesondere alle Befugnisse der Gesellschaft ausüben, um Kredite aufzunehmen, sein (jetziges oder künftiges) Unternehmen oder Vermögensgegenstände oder Teile davon mit einer Hypothek, einem Sicherungs- oder einem Pfandrecht zu belasten oder andere Sicherheiten dafür zu gewähren.

Art. 17. Unterschriftsbefugnis. Dritten gegenüber wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern verpflichtet oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von Personen, die durch den Verwaltungsrat mit entsprechender Vertretungsbefugnis ausgestattet sind.

Art. 18. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft (mit inbegriffen die Zeichnungsbefugnis im Rahmen der täglichen Geschäftsführung) und seine Befugnisse, Handlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und der Gesellschaftspolitik vorzunehmen, auf einzelne oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, welche keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen. Eine solche Übertragung an Mitglieder des Verwaltungsrats bedarf der vorherigen Zustimmung der Aktionärsversammlung.

Der Verwaltungsrat kann außerdem andere Bevollmächtigte ernennen, welche keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen; solche Bevollmächtigte werden die an sie vom Verwaltungsrat übertragenen Befugnisse haben.

Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat jeweils einen oder mehrere Ausschüsse bilden, die sich aus Verwaltungsratsmitgliedern und/oder außenstehenden Personen zusammensetzen, an die der Verwaltungsrat nach Bedarf Befugnisse delegieren kann.

Art. 19. Anlagepolitik und Anlagengrenzen. Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, unter Einhaltung des Prinzips der Risikomischung die Anlagepolitik der Gesellschaft umzusetzen und die Handlungsrichtlinien des Managements und der geschäftlichen Angelegenheiten der Gesellschaft im Rahmen der im Private Placement Prospectus festgelegten Grenzen und in Übereinstimmung mit den maßgeblichen Gesetzen und Bestimmungen zu bestimmen.

Die Gesellschaft kann gemäß der jeweiligen Entscheidung des Verwaltungsrats Anlagen in Immobilien entweder direkt oder indirekt durch Gesellschaften vornehmen. Bezugnahmen in dieser Satzung auf «Anlagen» und «Vermögensgegenstände» bedeuten entweder getätigte Anlagen und das direkte wirtschaftliche Eigentum an Vermögensgegenständen

oder getätigte Anlagen und das indirekte wirtschaftliche Eigentum an Vermögensgegenständen durch die vorgenannten Gesellschaften.

Der Verwaltungsrat kann nur auf Empfehlung des Anlageausschusses die im Private Placement Prospectus festgelegte Anlagepolitik ändern oder Ausnahmen hiervon zulassen.

Art. 20. Investment Advisor. Die Gesellschaft wird die SIM SIREO INVESTMENT MANAGEMENT, S.à r.l., zum Investment Advisor der Gesellschaft ernennen und damit beauftragen, den Kauf und Verkauf von Immobilien sowie andere in Frage kommende Anlagen für die Gesellschaft vorzubereiten und die Gesellschaft bezüglich der Vermögensverwaltung zu beraten sowie Tätigkeiten im Zusammenhang mit der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zu übernehmen.

(1) Das abzuschließende Investment Advisory Agreement wird folgende Bestimmungen enthalten:

Die Laufzeit des Investment Advisory Agreements entspricht vorbehaltlich der Kündigung gemäß den nachfolgenden Vorschriften der vorgesehenen Laufzeit der Gesellschaft.

In Übereinstimmung mit der jeweiligen Vereinbarung zwischen dem Investment Advisor und der Gesellschaft und gemäß Artikel 22 Abs. 1 bezahlt die Gesellschaft dem Investment Advisor Investment Advisory Fees, zu denen die Asset Advisory Fee, die Acquisition Fee, die Sales Fee und die Performance Fees gehören.

(2) Während der Laufzeit der Gesellschaft kann der Verwaltungsrat das Investment Advisory Agreement durch einfache Mehrheit der bei einer Aktionärsversammlung anwesenden oder vertretenen Aktionäre in folgenden Fällen kündigen:

a) bei Insolvenz, Vermögensverwaltung, zwangsweiser Umstrukturierung des Investment Advisors,

b) bei vorsätzlichem strafbarem Verhalten des Investment Advisors,

c) falls der Investment Advisor seine ihm gemäß dem Investment Advisory Agreement obliegenden Verpflichtungen ungeachtet einer schriftlichen Abmahnung in erheblichem Umfang nachhaltig verletzt und diese Verletzung nicht geheilt werden kann.

Im Falle der Kündigung des Investment Advisory Agreements aus den oben genannten Gründen verliert der Investment Advisor sämtliche Rechte auf Zahlung von Investment Advisory Fees, es sei denn, der Anspruch auf Zahlung der Investment Advisory Fees ist bereits vor Kündigung entstanden.

(3) Des Weiteren kann die Gesellschaft das Investment Advisory Agreement, falls die Aktionäre der Gesellschaft einen Beschluss zur Abberufung des Investment Advisors mit Qualifizierter Mehrheit fassen, nach Ablauf des Bindungszeitraums kündigen. Wird das Investment Advisory Agreement aufgrund eines solchen Beschlusses gekündigt, ist der Investment Advisor berechtigt, die Zahlung der Asset Advisory Fee nach Maßgabe der folgenden Regelungen zu verlangen: Die Asset Advisory Fee wird auf Grundlage des Verkehrswertes der Immobilien zum Datum der Beendigung des Investment Advisory Agreements bis zum vorgesehenen Ende der Laufzeit des Investment Advisory Agreements gemäß der Ausführungen in Artikel 12 zu ihrem derzeitigen Nettowert berechnet. Sie wird mit der Kündigung fällig. Die Gesellschaft hat zur Erfüllung der Zahlungsverpflichtung geeignete Sicherheiten zu bestellen. Diese Vergütung wird auf den Tag der Kündigung des Investment Advisory Agreements zu dem am Tag der Kündigung um 11.00 Uhr MEZ gültigen Basiszinssatz der Europäischen Zentralbank monatlich abgezinst.

(4) Nach der Abberufung des Investment Advisors:

1. haben Aktionäre, die mehr als 20% des Aktienkapitals halten, das Recht, eine außerordentliche Aktionärsversammlung einzuberufen, um über die Aussetzung der Vornahme weiterer Anlagen durch Gesellschaft oder die Liquidation der Gesellschaft abzustimmen,

2. kann die Vornahme weiterer Anlagen ausgesetzt werden, wobei der Verwaltungsrat berechtigt ist, zur Finanzierung von Anlagen, die vor der Abberufung des Investment Advisors entschieden wurden, Kapital einzufordern, oder die Gesellschaft kann durch Beschluss der Aktionäre mit Qualifizierter Mehrheit aufgelöst werden.

Art. 21. Anlageausschuss. Für die Gesellschaft wird ein Anlageausschuss gebildet, der den Verwaltungsrat hinsichtlich der Anlagetätigkeit, Sanktionen hinsichtlich Säumiger Investoren und Interessenskonflikte berät. Dabei sind die gesetzlichen Vorgaben und die in dieser Satzung festgelegten Anlageziele, Anlagewerte, Anlagegrenzen und Risikominimierungsvorschriften zu beachten.

Der Anlageausschuss besteht grundsätzlich aus höchstens zehn Vertretern, die vom Verwaltungsrat bestellt werden. Jeder Aktionär, dessen Kapitalzusage entweder Euro 25 Mio. oder 5% der gesamten Kapitalzusage entspricht oder übersteigt, ist berechtigt, einen Vertreter für den Anlageausschuss zu benennen; Jeder Aktionär kann die Abberufung eines von ihm vorgeschlagenen Vertreters verlangen. Die Vertreter des Anlageausschusses sollen über besondere Sachkunde bei der Anlage in Immobilien verfügen. Die Vertreter des Anlageausschusses sind ehrenamtlich tätig. Die Gewichtung der Stimme eines Vertreters erfolgt auf Grundlage des von dem entsandten Aktionär gehaltenen Kapitalanteils an der Gesellschaft.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft bestellt die von den Vorschlagsberechtigten vorgeschlagenen Mitglieder und beruft sie ab, wenn der jeweils Vorschlagsberechtigte es verlangt. Die Mitglieder können ihr Amt jederzeit durch schriftliche Erklärung gegenüber dem Verwaltungsrat niederlegen.

Der Anlageausschuss hat die Aufgabe, den Verwaltungsrat der Gesellschaft unter Beachtung der Interessen aller Aktionäre bei der Anlagepolitik zu beraten und Empfehlungen über den Ankauf und Verkauf von Vermögensgegenständen für die Gesellschaft abzugeben. Der Anlageausschuss kann auch Änderungen und Ergänzungen der Anlagepolitik der Gesellschaft empfehlen. Der Verwaltungsrat seinerseits berichtet dem Anlageausschuss regelmäßig über die Tätigkeiten und Anlagen der Gesellschaft und des Investment Advisors.

Die Sitzungen des Anlageausschusses erfolgen so oft, wie es die Geschäftstätigkeit der Gesellschaft erfordert, mindestens aber achtmal jährlich. Der Verwaltungsrat kann die Mindestsitzungsfrequenz jederzeit durch Beschluss auf zweimal jährlich reduzieren. Die Sitzungen des Anlageausschusses beruft in der Regel der Verwaltungsrat ein. Den Vorsitz führt ein auf Vorschlag der Aktionäre vom Anlageausschuss gewählter Vertreter. Der Ausschuss ist beschlussfähig, wenn min-

destens die Mehrheit der Vertreter des Anlageausschusses an der Beschlussfassung teilnehmen. Entfällt die Mehrheit der Stimmrechte im Anlageausschuss auf einen Aktionär (Mehrheitsaktionär), entscheidet der Anlageausschuss mit einfacher Mehrheit, es sei denn, alle übrigen Aktionäre stimmen dagegen. Hat kein Aktionär die Mehrheit der Stimmrechte im Anlageausschuss, entscheidet der Anlageausschuss mit Qualifizierter Mehrheit. In allen Fällen schriftlicher Abstimmung haben die Vertreter des Anlageausschusses ihr Votum innerhalb einer Frist von 3 Bankarbeitstagen abzugeben.

Jeder Vertreter des Anlageausschusses hat das Recht, einen Stellvertreter zu benennen, der, wenn der ordentliche Vertreter des Anlageausschusses nicht anwesend ist, dessen Rechte ausübt.

Im Falle eines Interessenskonflikts oder von Empfehlungen zu Sanktionen gegen einen Säumigen Investor ist der Vertreter des Anlageausschusses, der von dem Aktionär ernannt wurde, der den Interessenkonflikt verursacht hat oder der sich in Verzug befindet, nicht zur Stimmabgabe berechtigt. Der Ausschuss fasst seine Beschlüsse in Sitzungen oder, wenn kein Vertreter des Anlageausschusses dieser Form der Beschlussfassung unverzüglich widerspricht, per Telefax oder gleichwertiger Kommunikationsmittel. Die Vertreter des Anlageausschusses sind schriftlich zu laden. Es soll eine Frist von 5 Kalendertagen eingehalten werden. Eine kürzere Ladungsfrist ist unschädlich, sofern kein Vertreter des Anlageausschusses dem unverzüglich widerspricht.

Die Vertreter des Anlageausschusses verpflichten sich, im Rahmen ihrer beratenden Tätigkeit die Regelungen des Investmentgesetzes sowie sämtliche Anweisungen und Auflagen der luxemburgischen Aufsichtsbehörde zu beachten. Sie sind zur Verschwiegenheit verpflichtet und dürfen Informationen an Dritte nur mit ausdrücklicher Zustimmung des Verwaltungsrats der Gesellschaft weitergeben. Sie haben den Verwaltungsrat der Gesellschaft ebenfalls auf mögliche Interessenkonflikte hinzuweisen. In Zweifelsfällen entscheidet der Vorsitzende des Anlageausschusses.

Über jede Sitzung des Anlageausschusses wird ein Protokoll angefertigt. Dieses wird vom Vorsitzenden des Anlageausschusses unterzeichnet und allen Sitzungsteilnehmern zugesandt.

Art. 22. Kosten und Gebühren. Gemäß dem abzuschließenden Investment Advisory Agreement zahlt die Gesellschaft dem Investment Advisor eine Asset Advisory Fee, Acquisition Fees, Sales Fees sowie gegebenenfalls Performance Fees.

Zu den weiteren Kosten der Gesellschaft zählen:

* Gründungskosten der Gesellschaft inklusive der Kosten und Aufwendungen der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Strukturierung, Gründung und Auflegung der Gesellschaft und dem Angebot von Aktien,

* alle angemessenen Kosten und Auslagen im Zusammenhang mit dem Erwerb, der Erschließung, dem Bau, der Verwaltung (inklusive der nicht umlagefähigen Kosten der Immobilienverwaltung und anderer nicht umlagefähiger Nebenkosten), der Restrukturierung und der Veräußerung von Immobilien, ungeachtet dessen, ob eine derartige Transaktion erfolgreich abgeschlossen wird,

* von der Gesellschaft zu tragende Verwaltungskosten,

* Sachverständigenkosten

* an die Wirtschaftsprüfer, Wirtschaftsprüfungsgesellschaften die den Wert der Tochtergesellschaften ermitteln, Depotbank und ihre Korrespondenzbanken, Domiziliar-, Verwaltungs-, Register- und Transferstelle und sämtlichen Zahlstellen, Vertriebsstellen und ständigen Vertretern an den Registrierungsorten der Gesellschaft zu zahlende Gebühren und Aufwendungen sowie an andere von der Gesellschaft eingesetzte Vertreter zu zahlende Gebühren und Aufwendungen,

* von der Gesellschaft zu tragende Finanzierungskosten (inklusive Zinsen, Bereitstellungsprovision, Beratungskosten der finanzierenden Bank, Kosten für die Bestellung von Kreditsicherheiten),

* marktübliche Gebühren und Courtagen (insbesondere Ankaufsgebühren, Verkaufsgebühren, Performance Fees und Erfolgsgebühren für die Verlängerung, Nachverhandlung und den Neuabschluss von Mietverträgen), die an den Property Manager, den Health Care Spezialisten und/oder einen Dritten gezahlt werden und der Gesellschaft zusätzlich zu den an den Investment Advisor zu zahlenden Gebühren berechnet werden,

* das Honorar der Mitglieder des Verwaltungsrats und deren angemessene Spesen, Versicherungsprämien und angemessene Reisekosten in Verbindung mit Verwaltungsratssitzungen,

* Kosten, die in Verbindung mit vom Verwaltungsrat begründeten Gremien und dem Anlageausschuss entstehen, einschließlich angemessener Spesen dieser Gremien für die Teilnahme an Sitzungen,

* Gebühren und Aufwendungen für Rechtsberatung, Steuerberatung, Wirtschaftsprüfer und von Wirtschaftsprüfungsgesellschaften (einschließlich der Due-Diligence-Aufwendungen im Zusammenhang mit potenziellen Investitionen), Zahlungen oder Erstattungen sämtlicher Spesen für Rechts-, Steuerberatungs-, Wirtschaftsprüfungs- und andere Kosten der Gesellschaft und des Promoters in Verbindung mit der Gründung der Gesellschaft und der Ausgabe von Aktien der Gesellschaft,

* Gebühren und Aufwendungen in Verbindung mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung der Registrierung der Gesellschaft bei staatlichen Stellen oder Börsen im Großherzogtum Luxemburg und in anderen Ländern,

* Berichts- und Veröffentlichungskosten, einschließlich der Kosten für die Zusammenstellung, den Druck, die Werbung und Verteilung von Private Placement Prospectus, erklärender Memoranden, regelmäßige Berichte oder Eintragungszüge,

* Kosten der Berichte an die Aktionäre,

* Kosten, die im Zusammenhang mit der Feststellung des Nettoinventarwert der Gesellschaft und ihrer Aktien entstehen,

* Kosten für die Einberufung und Durchführung von Aktionärsversammlungen und Verwaltungsratssitzungen, Sitzungen des Anlageausschusses und anderer Gremien der Gesellschaft (insbesondere des geschäftsführenden Hauptausschusses),

* sämtliche Steuern, Zölle, staatliche und ähnliche Abgaben,

sowie sämtliche andere Verwaltungskosten, einschließlich Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Kosten für die etwaige Veröffentlichung von Ausgabe- und Rücknahmepreisen, Zinsen, Bankgebühren, Devisenumtauschkosten und Porto-, Telefon- und Telexgebühren.

Die oben aufgeführten Fees und Gebühren kann die Gesellschaft auch für ihre (direkten oder indirekten) Tochtergesellschaften und Co-Investments endgültig oder teilweise tragen.

Art. 23. Interessenkonflikte. Eventuelle Interessenkonflikte des Promoters, Investment Advisors, eines Aktionärs oder Verwaltungsratsmitglieds sind dem Verwaltungsrat und dem Anlageausschuss jederzeit und vollständig offen zu legen.

Promoter, Investment Advisor und Aktionäre haben insbesondere Interessenkonflikte im Zusammenhang mit der Vermögensanlage offen zu legen, bevor eine Beschlussfassung in dieser Frage erfolgt. Ein Interessenkonflikt im Zusammenhang mit der Vermögensanlage liegt insbesondere vor, wenn der Gesellschaft ein Angebot zum Erwerb von Immobilien, Anteilen an Gesellschaften oder einem Immobilienfonds unterbreitet wird und der Promoter, der Investment Advisor, ein Aktionär oder ein Verbundenes Unternehmen

- * Die Immobilien im Vermögen hält;
- * Anteile an der Gesellschaft hält oder diese finanziert;
- * Verwaltung, Beratung oder Promotertätigkeit im Zusammenhang mit dem Grundstück, der Gesellschaft oder einem Immobilienfonds ausübt;
- * Ebenfalls ein direktes oder indirektes Investment in das Objekt, auf welches sich das Angebot bezieht, und/oder ein entsprechendes Objekt in unmittelbarer Nähe in Erwägung zieht; oder
- * Partei eines Mietverhältnisses in Bezug auf das Objekt ist, auf welches sich das Angebot bezieht.

Im Falle eines Interessenkonflikts eines Aktionärs ruht insoweit das Stimmrecht des Mitglieds des Anlageausschusses, welches von dem Aktionär oder seiner Aktionärsgruppe ernannt wurde.

Die Aktionäre haben das Recht, mit einfacher Mehrheit eine unabhängige Prüfung der Bücher der Gesellschaft durch einen von ihnen zu benennenden Wirtschaftsprüfer zu verlangen, um überprüfen zu lassen, ob ein Interessenkonflikt besteht.

Art. 24. Freistellung und Entschädigung. Die Gesellschaft wird die Verwaltungsratsmitglieder, den Promoter und dessen Geschäftsführer, leitende Angestellte und Mitarbeiter und jeden Vertreter des Anlageausschusses für jede Haftung und alle Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten, denen diese unter Umständen auf Grund Ihre Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglieder, Promoter oder einer dessen Geschäftsführer, leitende Angestellte oder Mitarbeiter oder als ein Vertreter des Anlageausschusses oder auf Grund einer von ihnen im Zusammenhang mit der Gesellschaft vorgenommenen oder unterlassenen Handlung unterliegen, soweit dies nicht durch ihre grobe Fahrlässigkeit, Betrug oder vorsätzliches Fehlverhalten verursacht wurde, aus dem Vermögen der Gesellschaft entschädigen beziehungsweise von solcher Haftung oder solchen Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten freistellen. Die Haftungsfreistellung und Entschädigung des Investment Advisors bestimmt sich nach den Vorschriften des Investment Advisory Agreements.

Art. 25. Wirtschaftsprüfer. Die im Jahresbericht der Gesellschaft enthaltenen Daten werden von einem oder mehreren Wirtschaftsprüfern, die als «réviseurs d'entreprises agréé» qualifiziert sind und von der Aktionärsversammlung beauftragt und von der Gesellschaft vergütet werden, überprüft.

Die Wirtschaftsprüfer erfüllen alle Pflichten, die das Gesetz vom 19. Juli 1991 vorschreibt.

Titel IV: Aktionärsversammlungen - Geschäftsjahre - Ausschüttungen

Art. 26. Vertretung. Die Aktionärsversammlung vertritt die Gesamtheit der Aktionäre. Ihre Beschlüsse sind für alle Aktionäre der Gesellschaft verbindlich. Sie hat die gesetzlichen Befugnisse zur Anordnung, Durchführung und Genehmigung aller mit der Tätigkeit der Gesellschaft zusammenhängenden Handlungen.

Art. 27. Aktionärsversammlungen

(1) Die Aktionärsversammlung wird vom Verwaltungsrat einberufen. Sie muss auf Antrag von Aktionären, die mindestens ein Fünftel des Aktienkapitals halten, einberufen werden.

Die ordentliche Aktionärsversammlung findet nach den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts jährlich am 10. Mai um 15 Uhr an einem in der Einladung zur Aktionärsversammlung anzugebenden Ort statt. Sollte dieser Tag kein Bankarbeitstag sein, ist die ordentliche Aktionärsversammlung zur gleichen Uhrzeit am nächstfolgenden Bankarbeitstag abzuhalten.

Ort und Zeit von anderen Aktionärsversammlungen sind in der jeweiligen Einladung zu bestimmen.

Aktionäre können persönlich an der Aktionärsversammlung teilnehmen oder einen bevollmächtigten Vertreter entsenden. Beschlüsse der Aktionäre können nur auf einer Aktionärsversammlung gefasst werden.

(2) Entscheidungen über folgende Angelegenheiten bedürfen der Zustimmung der Aktionärsversammlung:

- a) Änderungen der Satzung oder wesentliche Änderungen des Private Placement Prospectus oder des Investment Advisory Agreements; dies gilt nicht für solche Änderungen, die aufgrund der Änderung aufsichtsrechtlicher Vorschriften oder auf Verlangen einer Aufsichtsbehörde erfolgen;
- b) Änderung der Fremdfinanzierungs-/Kreditaufnahmepolitik der Gesellschaft;
- c) Bestellung der Verwaltungsratsmitglieder;
- d) Abberufung der Verwaltungsratsmitglieder;
- e) Kündigung des Investment Advisory Agreements;
- f) Änderung der Größe oder Zusammensetzung des Anlageausschusses;
- g) Bestätigung der geprüften Jahresabschlüsse der Gesellschaft und Ernennung der Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft;
- h) Vergütungen (außer den im Investment Advisory Agreement geregelten Investment Advisory Fees), die dem Promoter oder einem mit ihm Verbundenen Unternehmen für der Gesellschaft geleistete Dienste zu zahlen sind;

- i) Anordnung einer Buchprüfung und Ernennung eines Wirtschaftsprüfers zur Ermittlung eines Interessenkonflikts;
- j) Verlängerung der Laufzeit der Gesellschaft einmal um maximal 5 weitere Jahre;
- k) Beendigung der Gesellschaft vor Ende ihrer Laufzeit;
- l) Reinvestition von Erlösen aus dem Verkauf von Anlagen;
- m) Zulassung neuer Investoren für den Fall der Säumnis eines Investors nach Artikel 8;
- n) Verlängerung der Laufzeit der Gesellschaft auf bestimmte oder unbestimmte Zeit nach Ablauf der in Artikel 3 vorgesehenen zweimaligen Verlängerung um ein weiteres Jahr;

Die Aktionäre entscheiden die oben unter Punkt a) - c), f), j) und m) erwähnten Angelegenheiten mit Qualifizierter Mehrheit. Die Entscheidung der Aktionäre über die oben in Punkt e) erwähnte Angelegenheit der Abberufung des Investment Advisors erfolgt im Einklang mit den in Artikel 20 festgelegten Bestimmungen. Für Beschlüsse über die Punkte k), l) und n) ist ein einstimmig gefasster Beschluss der Aktionäre, die im Besitz aller im Umlauf befindlichen Aktien sind, erforderlich. Im übrigen findet Artikel 28 Absatz 2 Anwendung.

Der Verwaltungsrat lädt die eingetragenen Aktionäre unter Mitteilung der Tagesordnung mindestens acht Bankarbeitstage vor der Aktionärsversammlung an jeden der eingetragenen Aktionäre per Einschreiben. Der Aufstellung der Tagesordnung erfolgt grundsätzlich durch den Verwaltungsrat. Wird die Aktionärsversammlung auf schriftliche Aufforderung der Aktionäre einberufen, kann der Verwaltungsrat eine ergänzende Tagesordnung aufstellen.

Die Einladung zur Aktionärsversammlung wird außerdem, falls gesetzlich vorgeschrieben, im Mémorial in einer bzw. mehreren luxemburgischen Tageszeitungen und in anderen, vom Verwaltungsrat ausgewählten Tageszeitungen veröffentlicht.

Sollten alle Aktionäre anwesend bzw. ordnungsgemäß vertreten sein und sich als ordnungsgemäß versammelt und über die Tagesordnung informiert betrachten, kann die Aktionärsversammlung ohne eine Einladung stattfinden. Der Verwaltungsrat kann alle anderen Bedingungen festlegen, die von den Aktionären für die Teilnahme an einer Aktionärsversammlung zu erfüllen sind.

Auf einer Aktionärsversammlung dürfen nur die in der Tagesordnung enthaltenen Tagesordnungspunkte (die alle gesetzlich vorgeschriebenen Angelegenheiten einschließen müssen) und damit zusammenhängende Angelegenheiten behandelt werden.

Der Verwaltungsrat kann Bedingungen festlegen, welche die Aktionäre erfüllen müssen, um zur Aktionärsversammlung zugelassen zu werden.

Art. 28. Mehrheitserfordernisse. Jede Aktie gewährt im Einklang mit luxemburgischem Recht und dieser Satzung eine Stimme. Ein Aktionär kann auf jeder Aktionärsversammlung handeln, indem er einer anderen Person, die kein Aktionär sein muss, aber Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, eine schriftliche Stimmrechtsvollmacht erteilt.

Beschlüsse der Aktionärsversammlung werden, soweit dies nicht anderweitig gesetzlich oder in dieser Satzung vorgeschrieben ist, mit einfacher Mehrheit der anwesenden bzw. vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 29. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft ist das Kalenderjahr.

Die Abschlüsse der Gesellschaft sind in Euro ausgewiesen und werden auf Grundlage der allgemein anerkannten Grundsätze der Rechnungslegung in Luxemburg auf konsolidierter Basis unter Einbeziehung der direkten oder indirekten Tochtergesellschaften aufgestellt.

Art. 30. Dividenden und Ausschüttungen. Die Aktionärsversammlung entscheidet auf Vorschlag des Verwaltungsrats und im gesetzlich vorgegebenen Umfang über Ausschüttungen.

Der Verwaltungsrat kann mit Zustimmung der Aktionärsversammlung im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen Zwischendividenden ausschütten.

Ausschüttungen an Aktionäre werden an ihre jeweilige, im Aktienregister angegebene Anschrift gezahlt. Die Ausschüttungen erfolgen zu einem vom Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt in Euro. Jede Ausschüttung, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Festsetzung eingefordert wurde, verfällt und geht an die Gesellschaft zurück.

Auf Dividenden, die von der Gesellschaft beschlossen und von ihr zur Verwendung durch den Begünstigten verwahrt werden, werden keine Zinsen gezahlt.

Die Gesellschaft darf keine Dividenden ausschütten, soweit durch diese Ausschüttung die Auszahlung von möglicherweise entstehenden Ansprüchen des Investment Advisors auf Objekt Performance Fees, auf eine Gesamtpformance Fee oder auf Zahlung der Asset Advisory Fee nach Kündigung des Investment Advisory Agreements gefährdet würde.

Titel V: Schlussbestimmungen

Art. 31. Depotbank. Die Gesellschaft wird im gesetzlich vorgeschriebenen Umfang einen Depotbankvertrag mit einer gemäß dem Gesetz über den Finanzsektor vom 5. April 1993 zum Betreiben von Bankgeschäften zugelassenen Bank abschließen.

Die Depotbank hat ihren Pflichten und Verantwortlichkeiten gemäß dem Gesetz vom 19. Juli 1991 nachzukommen.

Falls die Depotbank von ihren Aufgaben entbunden werden möchte, wird sich der Verwaltungsrat nach besten Kräften bemühen, innerhalb von zwei Monaten nach Wirksamkeit dieses Ausscheidens eine andere Bank als Nachfolgerin zu finden. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Bestellung der Depotbank beenden, aber die Depotbank erst abberufen, nachdem eine andere Bank als deren Nachfolgerin ernannt wurde, die fortan die Aufgaben als Depotbank erfüllen soll.

Art. 32. Beendigung. Die Gesellschaft kann jederzeit durch einstimmigen Beschluss aller sich im Umlauf befindlichen Aktien aufgelöst werden.

Der Verwaltungsrat hat auf der letzten ordentlichen Aktionärsversammlung vor dem Laufzeitende der Gesellschaft die Aktionärsversammlung über die Verlängerung der Dauer der Gesellschaft entscheiden zu lassen.

Nach Ablauf eines Zeitraums von 15 Jahren ab dem 6. Oktober 2007 ist die Gesellschaft aufgelöst, ohne dass es eines Beschlusses der Aktionärsversammlung bedarf, es sei denn, die Aktionärsversammlung beschließt vor diesem Datum mit Qualifizierter Mehrheit die Fortsetzung der Gesellschaft einmal um fünf weitere Jahre. Eine weitere Verlängerung nach Ablauf dieser Verlängerung auf bestimmte oder unbestimmte Zeit bedarf der einstimmigen Zustimmung der Aktionäre.

Für die Entscheidung über die Beendigung der Gesellschaft in den vorangehenden Fällen gelten die in Artikel 27 geregelten Vorschriften zur Beschlussfähigkeit der Aktionärsversammlung.

Sollte der Nettoinventarwert der Gesellschaft unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals von eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-), fallen, so hat der Verwaltungsrat der Aktionärsversammlung die Entscheidung über die Beendigung der Gesellschaft vorzulegen. Die Aktionärsversammlung, auf der keine Beschlussfähigkeit erforderlich ist, entscheidet mit einfacher Stimmenmehrheit der auf der Aktionärsversammlung vertretenen Aktionäre. Fällt der Nettoinventarwert unter ein Viertel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals, d. h. eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-), so genügt zur Beendigung der Gesellschaft ein Viertel der Stimmen der auf der Aktionärsversammlung anwesenden Aktionäre, ohne dass eine Beschlussfähigkeit der Aktionärsversammlung notwendig ist. Die Aktionärsversammlung muss so einberufen werden, dass sie innerhalb einer Frist von dreißig Bankarbeitstagen nach der Feststellung, dass der Nettoinventarwert der Gesellschaft unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestvermögens gefallen ist, abgehalten wird.

Die Entscheidung der Aktionärsversammlung über die Beendigung der Gesellschaft und die damit einhergehende Abberufung des Investment Advisors zum Beendigungszeitpunkt erfolgt im Einklang mit den in Artikel 20 (3) festgelegten Bestimmungen.

Art. 33. Liquidation. Die Liquidation der Gesellschaft wird von einem bzw. mehreren Liquidatoren vorgenommen, bei denen es sich um natürliche oder juristische Personen handelt, und welche durch die Aufsichtsbehörde genehmigt werden müssen. Die Aktionärsversammlung bestellt die Liquidatoren und legt ihre Kompetenzen und Vergütung fest.

Das Vermögen der Gesellschaft wird bei Beendigung der Gesellschaft ordnungsgemäß liquidiert. Alle Erlöse aus der Liquidation von Anlagen werden bar ausgezahlt.

Art. 34. Änderungen der Satzung. Diese Satzung kann auf einer Aktionärsversammlung unter Einhaltung der im Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften (in jeweils gültiger Fassung) enthaltenen Vorschriften bezüglich Beschlussfähigkeit und Mehrheitserfordernissen geändert oder ergänzt werden. Alle Artikel, welche besondere Mehrheitsanforderungen enthalten, können nur mit der entsprechenden Mehrheit geändert werden.

Art. 35. Massgebliches Recht. Alle nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten werden im Einklang mit dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und dem Gesetz vom 19. Juli 1991 (in jeweils gültiger Fassung) entschieden.

Übergangsregelungen

(1) Das erste Geschäftsjahr ist ein Rumpfwirtschaftsjahr welches am Gründungsdatum der Gesellschaft beginnt und am 31. Dezember 2006 endet.

(2) Die erste ordentliche Aktionärsversammlung findet am 10. Mai 2007 statt.

Zeichnung und Zahlung

Die Zeichner haben die nachstehend erwähnten Beträge gezeichnet und bar eingezahlt:

Name des Aktionärs	Gezeichnetes Kapital	Eingezahltes Kapital	Anzahl der Aktien
1. DELTONA DREIUNDNEUNZIGSTE VERWALTUNGSGESELLSCHAFT mbH, vorgeannt	140.000,- EUR	140.000,- EUR	14
2. GOLIATH HUNDERTVIERUNDREIßIGSTE VERMÖGENSVERWALTUNGS-GmbH, vorgeannt	10.000,- EUR	10.000,- EUR	1
Total:	150.000,- EUR	150.000,- EUR	15

Alle Aktien wurden vollständig bezahlt und der Gesellschaft steht jetzt die Summe von hundertfünfzigtausend Euro (EUR 150.000,-) zur Verfügung, und dies wurde dem unterzeichneten Notar gegenüber nachgewiesen.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar erklärt hiermit, dass er das Vorhandensein der in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften aufgeführten Bedingungen nachgeprüft hat und erklärt ausdrücklich, dass diese Bedingungen erfüllt sind.

Aufwendungen

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten, die in irgendeiner Form der Gesellschaft zur Last fallen oder sonst aufgrund der Gründung von ihr getragen werden, werden auf fünftausend Euro veranschlagt.

Gesellschafterversammlung

Die oben genannten Personen, die das gesamte gezeichnete Kapital vertreten und sich als gültig versammelt betrachten, haben unverzüglich eine außerordentliche Aktionärsversammlung abgehalten und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in: 8A, boulevard Joseph II, L-1840 Luxemburg.
2. Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrats der Gesellschaft wird auf sechs festgesetzt.
3. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrats der Gesellschaft werden bis zur jährlichen Generalversammlung, die erstmals 2007 abgehalten werden wird, und bis Nachfolger ernannt und genehmigt sind, folgende Personen bestimmt:
 - a. Wolfgang A. Baertz, Senior Consultant, L-8123 Bridel, Luxemburg;
 - b. Detlef Niezgodka, Senior Consultant Sireo, D-50259 Pulheim, Deutschland;
 - c. Dr. Bernd Wieberneit, Executive Director, SIREO REAL ESTATE ASSET MANAGEMENT GmbH, D-63150 Heusenstamm, Deutschland;
 - d. Torsten Bäßler, Head of Portofolio Management, SIREO REAL ESTATE ASSET MANAGEMENT GmbH, D-63150 Heusenstamm, Deutschland;
 - e. Dr. Hilmar Friedrich-Rust, Senior Consultant Sireo, D-61476 Kronberg, Deutschland;
 - f. Dr. Rolf Sutter, Managing Director, Akbank N.V., Boompjes 40, 3011 XB Rotterdam, Niederlande.
4. Die Gesellschaft DELOITTE S.A., 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxemburg, Luxemburg wird zum Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft ernannt, bis zur jährlichen Generalversammlung, die erstmals 2007 abgehalten werden wird, und bis ein Nachfolger ernannt und genehmigt ist.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J.C. Michels, J.-J. Wagner.

Einregistriert zu Esch-sur-Alzette, am 14. März 2006, Band 901, Blatt 81, Feld 10. – Erhalten 1.250 euros.

Gezeichnet (signé): M. Ries.

Für gleichlautende Ausfertigung, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Beles, den 15. März 2006.

J.-J. Wagner.

(024700/239/889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2006.

BACON S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R. C. Luxembourg B 72.890.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 13 décembre 2005 a renouvelé les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes pour un terme de six ans.

Le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Monsieur Jean Hoffmann,
- Monsieur Marc Koeune,
- Madame Nicole Thommes,
- Madame Andrea Dany.

Tous les quatre domiciliés professionnellement au 18, rue de l'Eau, 1449 Luxembourg.

Le commissaire aux comptes est FIDIREVISA S.A., avec siège social à 14, Via Pioda, 6900 Lugano, Suisse.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2011.

Pour extrait conforme

Signature

Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 2005, réf. LSO-BL06354. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(112131.3/693/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2005.

SIENA INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 81.578.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2005, réf. LSO-BL07866, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(112813.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

AUB FRENCH LOGISTICS No 2 COMPANY, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,-.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse.

R. C. Luxembourg B 108.808.

Il résulte des résolutions d'un conseil de gérance de la Société tenu en date du 25 novembre 2005 que le siège social de la Société a été transféré, avec effet au 25 novembre 2005, de L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Il résulte d'une décision du 20 décembre 2005 prise par l'associé unique de la Société que:

* Mademoiselle Samia Rabia, Monsieur François Brouxel et Monsieur Georges Gudenburg ont démissionné de leur mandat de gérant de la Société avec effet au 25 novembre 2005;

* Ont été nommés en qualité de gérants de la Société, avec effet au 25 novembre 2005, et ce jusqu'à la prochaine assemblée générale des associés de la Société devant se tenir en relation avec l'approbation des comptes clos au 30 septembre 2006:

- M. Fawaz Baba, Deputy Group Chief Executive Officer Private Banking & Wealth Management, né le 1^{er} janvier 1960 à Lebanon au Liban, demeurant professionnellement à Building 2495, Road 2832, Al Seef District 428 P.O. Box 2424, Manama, Royaume de Bahrein,

- M. Christopher Allen, Head of Real Estate Fund Management, né le 30 août 1969 à Manchester (Royaume-Uni), demeurant au 72 Elborough Street, Londres SW185DN, Royaume-Uni,

- M. Carl Speecke, employé, né le 5 mars 1964 à Kortrijk (Belgique), demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

- M. Timothy Horrocks, Director of PORTFOLIO MANAGEMENT (EUROPE) AT HENDERSON GLOBAL INVESTORS, né le 14 avril 1965 à Northampton (Angleterre) et demeurant professionnellement à J.VV. Brouwersstraat 12, 1071 LJ Amsterdam, Pays-Bas,

- M. Robert J.A. Hovenier, directeur de MeesPierson INTERTRUST LUXEMBOURG, né le 28 mai 1965 à Seedorf (Allemagne), demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 décembre 2005.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 21 décembre 2005, réf. LSO-BL06193. – Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(112779.3/280/32) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

BAKKABRAEDUR, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 2.224.200,-.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R. C. Luxembourg B 73.380.

Il résulte d'un contrat d'apport de parts sociales conclu le 12 octobre 2005 que la société EXISTA EHF., une société organisée sous forme de société privée à responsabilité limitée de droit islandais («Einkahlutafélag»), avec siège social à Tjarnagata 35, 101 Reykjavik (Islande), enregistrée auprès du Registre des Entreprises («RSK - Register of Enterprises») de Reykjavik sous le numéro 6106012350, a transféré l'intégralité des 22.242 parts sociales de la Société à la société EIGNARHALDSFELAGIO EXISTA EHF., une société organisée sous forme de société privée à responsabilité limitée de droit islandais («Einkahlutafélag»), avec siège social à Tjarnagata 35, 101 Reykjavik (Islande), enregistrée auprès du Registre des Entreprises («RSK - Register of Enterprises») de Reykjavik sous le numéro 5101052060.

Il résulte d'un second contrat d'apport de parts sociales conclu le 12 octobre 2005 que la société EIGNARHALDSFELAGIO EXISTA EHF., préqualifiée, a transféré l'intégralité des 22.242 parts sociales de la Société à la société EXISTA HOLDINGS B.V., une société organisée sous forme de société privée à responsabilité limitée de droit néerlandais («besloten vennootschap»), ayant son siège social à Rokin 55, 1012 KK Amsterdam (Pays-Bas), enregistrée auprès du Registre de Commerce («Kamer van Koophandel») d'Amsterdam sous le numéro 34221956.

Il résulte d'un troisième contrat d'apport de parts sociales conclu le 12 octobre 2005 que la société EXISTA HOLDINGS B.V., préqualifiée, a transféré l'intégralité des 22.242 parts sociales de la Société à la société EXISTA B.V., une société organisée sous forme de société privée à responsabilité limitée de droit néerlandais («besloten vennootschap»), ayant son siège social à Rokin 55, 1012 KK Amsterdam (Pays-Bas), enregistrée auprès du Registre de Commerce («Kamer van Koophandel») d'Amsterdam sous le numéro 34221959.

Il résulte de ce qui précède que la société EXISTA B.V., préqualifiée, détient l'intégralité des 22.242 parts sociales composant le capital social de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2005.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 21 décembre 2005, réf. LSO-BL06194. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(112836.3/280/30) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

ING (L) LIQUID, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 86.762.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue le 11 octobre 2005 à Luxembourg

Conseil d'Administration

Monsieur Eugène Muller, Monsieur Odilon De Groote, Monsieur Philippe Catry, Monsieur Alexander Deveen et Monsieur Jean Sonnevile sont renommés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Réviseur d'Entreprises

Reconduction du mandat de la société ERNST & YOUNG, 7, Parc d'Activité Syrdall à L-5365 Münsbach.

Les mandats sont accordés pour une période d'un an jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice arrêté au 30 juin 2006.

Luxembourg, le 11 octobre 2005.

Par délégation

ING LUXEMBOURG

Ch. Langue / P. Suttor

Authorized Officer / Directeur

Enregistré à Luxembourg, le 28 octobre 2005, réf. LSO-BJ06589. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(112811.3/000/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

ING (L) LIQUID, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 86.762.

Le bilan au 30 juin 2005, enregistré à Luxembourg, le 28 octobre 2005, réf. LSO-BJ06587, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 octobre 2005.

Par délégation

ING LUXEMBOURG

Ch. Langue / P. Suttor

Authorized Officer / Directeur

(112808.3/000/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

COMINEX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4984 Sanem, Parc d'activité «Gadderscheier».

R. C. Luxembourg B 53.931.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale des actionnaires de la Société en date du 10 novembre 2005

En date du 10 novembre 2005, l'assemblée générale des actionnaires de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Jean-Marie Rousseau de ses fonctions d'administrateur de la Société avec effet immédiat;

- de nommer Monsieur Gilles Labossière, dirigeant de sociétés, né le 25 septembre 1960 à Lyon, France, demeurant au 24, Chemin Desvallières, F-92410 Ville d'Avray, France, aux fonctions d'administrateur de la Société, avec effet immédiat, et ce pour une durée de six (6) ans.

Depuis cette date, le Conseil d'Administration de la Société est composé des personnes suivantes:

- Monsieur Gilles Labossière, demeurant au 24, Chemin Desvallières, F-92410 Ville d'Avray, France,
- Monsieur Edouardo Soares, résident au 5, Villa des Biches, F-94440 Villecresnes, France, administrateur-délégué,
- Monsieur René Camart, demeurant au 6, rue Messonier, F-75007 Paris, France.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 novembre 2005.

COMINEX S.A.

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2005, réf. LSO-BL07742. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(112818.3/250/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

OMNIUM VENTURES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 80.601.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2005, réf. LSO-BL07868, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(112810.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

TORP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 26, rue Philippe II.
R. C. Luxembourg B 76.775.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2005, réf. LSO-BL07864, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(112814.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

ARMATEX HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 26, rue Philippe II.
R. C. Luxembourg B 36.933.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2005, réf. LSO-BL07858, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(112819.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

ROV DIVING INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-Rue.
R. C. Luxembourg B 83.781.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2005, réf. LSO-BL07856, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(112827.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

SWT LUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 85.153.

Extrait des résolutions du conseil d'administration en date du 7 octobre 2005

Par résolutions écrites en date du 7 octobre 2005, le conseil d'administration de la société SWT LUX S.A., une société anonyme, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a décidé de:

- Nommer en tant qu'Administrateur de la société M. Iñigo Meirás Amusco, né le 29 mai 1963, avec adresse professionnelle au Serrano Galvache 56, 28033 Madrid, Espagne;
- Nommer en tant qu'Administrateur de la société M. Santiago José Olivares Blázquez, né le 3 novembre 1967, avec adresse professionnelle au Serrano Galvache 56, 28033 Madrid, Espagne.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SWT LUX S.A.

Signature

Mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2005, réf. LSO-BL06861. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(113008.3/2460/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

UNITY MEDIA MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1468 Luxembourg, 14, rue Erasme.

R. C. Luxembourg B 108.624.

Appointment / Resignation

The following was resolved at a board of directors meeting held on 8 December 2005:

- the resignation of Mr David Benjamin, with effect as of 9 December 2005, as director of UNITY MEDIA MANAGEMENT S.A.;

- the appointment of Mr Michael Wunderlich as director of UNITY MEDIA MANAGEMENT S.A., as of 9 December 2005 and until the next general meeting of shareholders of the S.A.

As of then, the board of directors is composed as follows:

- Mr Michael Wunderlich, director, with address at Wacholderstrasse 35, D-22880 Wedel, Germany,
- Mr Zinterhofer Eric Louis, director, with address at 9, West 57 Street, 43 Floor, NY 10019 New York, USA,
- Mr Rowan Marc Jeffrey, director, with address at 9, West 57 Street, 43 Floor, NY 10019 New York, USA,
- Mr Block Michael Kevin, director, with address at 9, West 57 Street, 43 Floor, NY 10019 New York, USA,
- Mr Svider Raymond, director, with address at Portman Squae, GB-W1H 6DA London, Great-Britain,
- Mr Tompsett Newington Andrew James, director, with address at Portman Squae, GB-W1H 6DA London, Great-Britain,
- Mr Kramer Michael Allen, director, with address at 1247, Oenoke Ridge, USA CT 06840 New Canaan,
- Mr Tananbaum Steven Andrew, director, with address at 300, Park Avenue, 25th Floor, USA NY 10022 New York,
- Mr Farrell Lucien Elliott, director, with address at 3, St. Jame's Square, GB-SW1Y 4JU London, Great-Britain.

Suit la traduction en français de ce qui précède:

Nomination/Démission

Le suivant a été résolu lors de la réunion du conseil d'administration le 8 décembre 2005:

- la démission de M. David Benjamin, avec effet au 9 décembre 2005, en tant qu'administrateur de la société UNITY MEDIA MANAGEMENT S.A.;

- la nomination de M. Michael Wunderlich en tant qu'administrateur d'UNITY MEDIA MANAGEMENT S.A., avec effet au 9 décembre 2005 et jusqu'à la prochaine assemblée générale des associés.

Depuis lors le conseil d'administration se compose comme suit:

- M. Michael Wunderlich, administrateur, avec adresse à Wacholderstrasse 35, D-22880 Wedel, Allemagne,
- M. Zinterhofer Eric Louis, administrateur, avec adresse au 9, West 57 Street, 43 Floor, NY 10019 New York, USA,
- M. Rowan Marc Jeffrey, administrateur, avec adresse au 9, West 57 Street, 43 Floor, NY 10019 New York, USA,
- M. Block Michael Kevin, administrateur, avec adresse au 9, West 57 Street, 43 Floor, NY 10019 New York, USA,
- M. Svider Raymond, administrateur, avec adresse au Portman Squae, GB-W1H 6DA London, Great-Britain,
- M. Tompsett Newington Andrew James, administrateur, avec adresse au Portman Squae, GB-W1H 6DA London, Great-Britain,
- M. Kramer Michael Allen, administrateur, avec adresse au 1247, Oenoke Ridge, USA, CT 06840 New Canaan,
- M. Tananbaum Steven Andrew, administrateur, avec adresse au 300, Park Avenue, 25th Floor, USA, NY 10022 New York,
- M. Farrell Lucien Elliott, administrateur, avec adresse au 3, St. Jame's Square, GB-SW1Y 4JU London, Great-Britain.

UNITY MEDIA MANAGEMENT S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2005, réf. LSO-BL07800. – Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(112830.3/250/46) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

AULA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R. C. Luxembourg B 99.852.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 2005, réf. LSO-BL06677, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2005.

Pour la société

FIDUCIAIRE WEBER ET BONTEMPS

Réviseurs d'entreprise

Signatures

(112901.3/592/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

VINNOLIT LUXEMBOURG, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,-.**Siège social: L-1118 Luxembourg, 5, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 106.977.*Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société prises en date du 19 décembre 2005*

En date du 19 décembre 2005, les associés de la Société ont pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Michael Kidd, comptable, demeurant au 12, rue d'Alzingen, L-3397 Roeser, en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat;
- de nommer Monsieur Fergal O'Hannrachain, comptable, né le 27 novembre 196 à Dublin, Irlande, demeurant au 315, route de Cessange, L-1321 Luxembourg, en tant nouveau gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat pour une durée indéterminée.

Depuis cette date, le conseil de gérance de la Société est désormais composé des personnes suivantes:

- Madame Janet Hennessy, gérante de catégorie A,
- Monsieur Desmond Mitchell, gérante de catégorie A,
- Monsieur Fergal O'Hannrachain, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2005.

VINNOLIT LUXEMBOURG

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2005, réf. LSO-BL07737. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(112823.3/250/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

VINNOLIT TWO LUXEMBOURG, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 15.700,-.**Siège social: L-1118 Luxembourg, 5, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 109.097.*Extrait des résolutions des associés de la Société prises en date du 19 décembre 2005*

En date du 19 décembre 2005, les associés de la Société ont pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Michael Kidd, comptable, demeurant au 12, rue d'Alzingen, L-3397 Roeser, en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat;
- de nommer Monsieur Fergal O'Hannrachain, comptable, né le 27 novembre 196 à Dublin, Irlande, demeurant au 315, route de Cessange, L-1321 Luxembourg, en tant nouveau gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat pour une durée indéterminée.

Depuis cette date, le conseil de gérance de la Société est désormais composé des personnes suivantes:

- Madame Janet Hennessy, gérante de catégorie A,
- Monsieur Desmond Mitchell, gérante de catégorie A,
- Monsieur Fergal O'Hannrachain, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2005.

VINNOLIT TWO LUXEMBOURG

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2005, réf. LSO-BL07739. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(112826.3/250/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

INGRAM MICRO LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R. C. Luxembourg B 110.204.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 39710 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

J. Elvinger

Notaire

(112835.3/211/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

GER TOP S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,-.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R. C. Luxembourg B 110.462.

Il résulte des résolutions d'un conseil d'administration de la Société tenu en date du 15 décembre 2005 que le siège social de la Société a été transféré, avec effet au 12 décembre 2005, de L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines, à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

Il résulte d'une décision du 15 décembre 2005 prise par l'assemblée générale extraordinaire de la Société que:

* VALON S.A., KOFFOUR S.A. et LANNAGE S.A. ont démissionné de leur mandat d'administrateurs de la Société avec effet au 12 décembre 2005;

* Ont été nommés en qualité d'administrateurs de la Société, avec effet au 12 décembre 2005, et ce jusqu'au 30 juin 2006:

- M. Pierre Metzler, avocat à la Cour, né à Luxembourg, le 28 décembre 1969, résidant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse,

- M. François Brouxel, avocat à la Cour, né à Metz (France), le 16 septembre 1966, résidant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse,

- Mlle Samia Rabia, avocat à la Cour, née à Longwy (France), le 10 février 1974, résidant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2005.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 2005, réf. LSO-BL06636. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(112840.3/280/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

GER1 S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,-.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R. C. Luxembourg B 110.463.

Il résulte des résolutions d'un conseil d'administration de la Société tenu en date du 15 décembre 2005 que le siège social de la Société a été transféré, avec effet au 12 décembre 2005, de L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

Il résulte d'une décision du 15 décembre 2005 prise par l'assemblée générale extraordinaire de la Société que:

* VALON S.A., KOFFOUR S.A. et LANNAGE S.A. ont démissionné de leur mandat d'administrateurs de la Société avec effet au 12 décembre 2005;

* Ont été nommés en qualité d'administrateurs de la Société, avec effet au 12 décembre 2005, et ce jusqu'au 30 juin 2006:

- M. Pierre Metzler, avocat à la Cour, né à Luxembourg, le 28 décembre 1969, résidant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse,

- M. François Brouxel, avocat à la Cour, né à Metz (France), le 16 septembre 1966, résidant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse,

- Mlle Samia Rabia, avocat à la Cour, née à Longwy (France), le 10 février 1974, résidant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2005.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 2005, réf. LSO-BL06639. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(112843.3/280/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

FIESTA S.A., Société Anonyme,**(anc. FIESTA, S.à r.l.).**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 79.927.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 35626 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

J. Elvinger

Notaire

(112858.3/211/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

29951

VRATISLAVIA HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 66, avenue Victor Hugo.
R. C. Luxembourg B 101.882.

Conseil d'Administration

Suite à l'Assemblée générale Extraordinaire du 19 octobre 2005 tenue devant Maître Schwachtgen,
il faut lire: Otomanski Tomasz

au lieu de: Ottomanski Tomasz.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2005.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2005, réf. LSO-BL07643. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(112869.3/850/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

OTTO BOCK LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 5, Parc d'Activité Syrdall.
R. C. Luxembourg B 87.106.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 40098 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

J. Elvinger

Notaire

(112837.3/211/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

PANGEA I MANAGERS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R. C. Luxembourg B 111.461.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 40519 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

J. Elvinger

Notaire

(112844.3/211/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

**AMS INVESTISSEMENTS S.A., Société Anonyme,
(anc. ACTARIS METERING SYSTEMS).**

Siège social: L-1946 Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 93.714.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 39951 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

J. Elvinger

Notaire

(112848.3/211/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

FEDI EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 76.558.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 21 décembre 2005, réf. LSO-BL06061, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 2005.

FEDI EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT HOLDING S.A.

R. Scheifer-Gillen / V. Arno'

Administrateur / Administrateur

(112892.3/545/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

SecureWave S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1616 Luxembourg, 26, place de la Gare.
R. C. Luxembourg B 57.428.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale des actionnaires tenue au siège social le 30 juin 2005

1. L'Assemblée a réélu les personnes suivantes en tant qu'administrateurs de la Société pour une période prenant fin lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires devant approuver les comptes annuels au 31 décembre 2005:

- Monsieur Gérard Lopez, né le 27 décembre 1971 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, demeurant au 17, rue du Bourgrund, L-4039 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,
- Monsieur Bob Johnson, né le 4 novembre 1942 à New Castle, Pennsylvanie, Etats-Unis d'Amérique, demeurant au 530 77th Street, Holmes Beach, FL-34217, Floride, Etats-Unis d'Amérique,
- Monsieur Bernard Dalle, né le 8 juillet 1967, demeurant à Apartment # 2, 76 Westbourne Terrace, Londres, Angleterre W26QA.

2. L'Assemblée a décidée de renouveler le mandat d'administrateur-délégué de Monsieur Bob Johnson, demeurant au 530, 77th Street, Holmes Beach, FL-34217, Floride, Etats-Unis d'Amérique.

3. L'Assemblée a réélu au poste de réviseur indépendant pour une période venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires devant approuver les comptes annuels clôturant le 31 décembre 2005, DELOITTE S.A., avec siège social au 3, route d'Arlon, L-8009 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg.

4. L'Assemblée a réélu au poste de commissaire au comptes pour une période venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires devant approuver les comptes annuels clôturant le 31 décembre 2005, CERTIFICA LUXEMBOURG, S.à r.l., avec siège social au 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2005, réf. LSO-BL07222. – Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): Signature.

(112889.3/000/28) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

SecureWave S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1616 Luxembourg, 26, place de la Gare.
R. C. Luxembourg B 57.428.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2005, réf. LSO-BL07224, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

(112893.3/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

GEMPLUS INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 73.145.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 39634 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.

J. Elvinger

Notaire

(112849.3/211/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2005.
